



nous sommes une image du futur

fragments vécus du soulèvement
de décembre 2008 en Grèce



LES HABITANTS DE LA LUNE N°4

2eur - 3\$

NOUS SOMMES UNE IMAGE DU FUTUR

- *Fragments vécus du soulèvement
de décembre 2008 en Grèce -*



1. De l'influence du *café frappé* sur le rapport de force entre les classes

« Comment a eu lieu l'occupation de l'Hôtel de Ville de Halandri ? Vous voulez le savoir ? »¹. Evangelos se lève vivement de table et nous raconte. « Il était 8h15 du matin, et nous étions sept. Certains d'entre nous avaient un gobelet de café à la main. » Il adopte l'inimitable posture du buveur de *café frappé* en Grèce. Debout les bras croisés, détendu, un gobelet rempli de café et de glace pillée dans une main, la paille en bouche... il sirote sa boisson favorite.

- « *Bonjour, nous allons occuper le bâtiment...* »
- « *Ce n'est pas possible, répond solennellement le directeur du centre. C'est un bâtiment public dont je suis le responsable, et tous les employés sont avec moi. Je...* »
- « *Dépêchez-vous, s'il-vous-plaît...* »
- « *Oui, oui, bien sûr... Je préviens tout le monde et nous partons...* »

Evangelos poursuit son mime. Il jette un regard à un compagnon imaginaire, reprend la dégustation de son café et fait comme s'il entrait tout tranquillement dans

le bureau du responsable... Puis il se rassied à côté de nous.

« Nous avons vidé l'ancien Hôtel de Ville de ses occupants, un gobelet de *café frappé* à la main ». Et il ajoute cette conclusion fondamentale pour nous tous : « Physiquement, nous étions sept. Politiquement, nous étions des milliers... Nous sentions dans notre dos la puissance du mouvement. Ce mouvement, le haut fonctionnaire que nous avons en face, lui, il ne le sentait pas, il le voyait. Et ce qu'il apercevait dans mon *café frappé*, c'était la force sociale -le prolétariat- qui avait exprimé toute sa colère les jours précédents. Son visage a changé de couleur. La peur changeait de camp. »

Ce face à face avec l'Etat, brièvement rapporté par un compagnon², illustre à merveille, dans ce qu'il a de *particulier*, l'espèce de disjonction *générale* qui

¹ Il s'agit en fait de l'ancien Hôtel de Ville de Halandri, occupé le vendredi 12 décembre 2008. Halandri est un des quartiers populaires du nord d'Athènes. Dans cet édifice public est actuellement en fonction un Centre d'Aide aux Citoyens appelé KEP qui opère sous la responsabilité directe du Ministère de l'Intérieur. C'est un des innombrables bâtiments publics qui ont été occupés au cours de ces trois semaines de lutte.

² Nous utilisons indifféremment *compagnon, camarade, frère...* pour désigner la *grande proximité d'être et d'agir* dans laquelle évoluent ceux qui partagent le même combat contre ce monde.



s'opère dans les rapports de force établis dès le moment où les exclus de ce monde remettent collectivement en question l'ordre qui les réprime au quotidien. Là où quelques jours plus tôt commandaient la peur et la passivité, surgit maintenant la détermination de tout un camp ; là où l'angoisse du lendemain isolait chaque chômeur, règne la paisible conviction de naviguer ensemble du bon côté de l'histoire ; là où l'arrogance bourgeoise contraignait hier encore chaque lycéen à saluer l'ordre démocratique, domine désormais le mépris pour ceux qui s'agenouillent devant l'Etat ; là où l'humiliation et le racisme ordinaire jetaient un voile sombre sur le visage des clandestins, s'ébauchent des tas de sourires entendus. Il y a dans l'air un enthousiasme tranquille, une certitude soulageante de révéler le futur, un mélange subtil d'émotion et de lucidité qui génère cette incomparable atmosphère de complicité propre à ces moments où on défie les puissants. Nous tous qui n'étions *rien* sommes momentanément devenus *tout* et prenons conscience d'avoir participé à quelque chose qui fera que « *rien ne sera plus jamais comme avant dans nos vies* »³. Parce qu'en ayant très précisément cherché à « *faire de nos désirs la réalité* »⁴, nous avons vécu pratiquement, ne fût-ce qu'un instant, la possibilité d'un envers jouissif à ce monde idiot qui s'acharne à présenter sa routine mortifère comme l'incontournable destin de l'humanité.

Mais il y a plus. Bien qu'ils n'étaient qu'une poignée dans ce bâtiment du Ministère de l'Intérieur, les occupants se sont perçus comme une formidable puissance, comme l'expression d'une unique force solidaire qui les dépassait largement. Mais de quelle force s'agit-il, si elle ne peut se résumer aux sept occupants ? Ce que révèlent cette occupation et tout le mouvement qui la sous-tend, c'est qu'il ne s'agit pas d'une simple addition d'étudiants, d'employés, d'immigrés et de quelques travailleurs, comme le prêt-à-penser journalistique ou syndicaliste voudrait nous le faire croire. Et il semble plus difficile encore d'affirmer, comme l'ont tenté quelques idéologues, que cette force résulte d'un rassemblement occasionnel et impatient *de jeunes, d'insurgés, d'anarchistes...* Ce que révèle décembre 2008, comme tant d'autres luttes qui l'ont précédé, c'est que ce monde porte dans ses flancs -comme contradiction intrinsèque- un mouvement d'ensemble véhiculant une perspective globale et développant comme un seul corps une alternative vivante, pratique, matérielle au capitalisme. Lorsqu'il remet en question son existence d'exploité, le prolétariat n'est pas seulement l'un ou l'autre individu singulier aux portes d'un bâtiment officiel, il est toute une humanité en devenir, une force sociale qui, quel que soit l'endroit où elle agit et quel que soit son nombre, vise à renverser *l'ordre des choses*, à détruire le rapport social établi par le Capital. En ce sens, et au-delà du fait évident que *tout le monde* n'était pas dans la rue lors de ces mémorables journées d'hiver en

Grèce, il nous semble essentiel d'affirmer, contre l'Etat et ses misérables relais médiatico-idéologiques qui tentent de ramener les affrontements aux flics, les destructions de banques ou les occupations de bâtiments publics à la colère de telle ou telle catégorie, que c'est bien notre mouvement, *tout* notre mouvement qui s'est exprimé.

* * *

Un autre spectre qui a refait une apparition en décembre est *l'internationalisme*. Rien d'étonnant à cela puisque quand notre mouvement s'exprime, il affirme également de façon incontournable son essence mondiale. Habituellement, la division du monde en nations dissimule le clivage international entre classes sociales. Lorsque règne la paix sociale⁵, le prolétariat parvient difficilement à manifester qu'il *n'a pas de patrie* et qu'il forme une seule communauté de condition, d'intérêt et de perspective tout autour du monde. Pire encore, lorsqu'ils ne s'affrontent pas au capitalisme, la plupart des exploités démentent pratiquement l'existence de cette communauté au profit d'une *union nationale*, une projection dans les contrées sans classe de l'ennemi, territoires auxquels il adhère par son silence ou en bredouillant les valeurs citoyennes de ses prédateurs : individualisme, concurrence, racisme, amour du travail... De son côté, la bourgeoisie n'est jamais aussi forte qu'en ces moments de calme où elle réussit à fondre sa propre existence dans le monde abstrait des *citoyens nationaux*. Tout bascule lorsque les damnés de la Terre remettent en question leur condition d'exploité. Le camouflage national a alors sacrément tendance à s'estomper car la lutte incite *chaque côté de la frontière de classe* à réagir et ces réactions révèlent l'antagonisme international qui oppose les deux grandes forces sociales. Toute confrontation à l'ennemi de classe et à l'Etat recèle nécessairement une dimension internationale.

³ Extrait de « *Nous détruisons le présent parce que nous venons du futur* », communiqué signé par des prolétaires de l'Ecole Supérieure d'Etudes Economiques et Commerciales, en abrégé ASOEE, une des grandes universités d'Athènes.

⁴ « *Faire de nos désirs la réalité est un travail historique précis, exactement contraire à celui de la prostitution intellectuelle qui greffe, sur n'importe quelle réalité existante, ses illusions de permanence.* » Guy Debord - « Le Commencement d'une époque » in *Internationale Situationniste* n°12, septembre 1969.

⁵ Loin de signifier l'inexistence de l'antagonisme de classe, la « *paix sociale* » consacre une période de *guerre de classe* marquée par l'écrasante domination des exploités sur les exploités, période au cours de laquelle la bourgeoisie s'appuie sur le silence auquel elle a temporairement réduit son adversaire pour nier l'existence de toute classe et exhiber l'Etat démocratique -*son mode d'organisation de l'exploitation*- comme la manifestation de la défense des intérêts de l'ensemble de la société.

En décembre 2008, du point de vue du prolétariat, cette dimension internationale s'est manifestée, entre autre, dans la tentative d'extension du mouvement de la part de tous ceux qui, en dehors de la Grèce, ont cherché à agir contre les flics et les exploités, là où ils se trouvaient. Barricades à Francfort, bâtiments officiels grecs attaqués à la peinture rouge à Rosario en Argentine ainsi qu'à Rome et Istanbul. A Mexico, un poste central de police est attaqué à l'explosif. A Bristol, en Angleterre, des voitures de police sont mises hors d'état de nuire. A Melbourne, le drapeau de l'ambassade grecque est remplacé par un drapeau noir. A Milan, sur le bâtiment du consulat grec, une banderole affirmant « *Les feux de la Grèce réchauffent notre hiver* » est déployée, des ambassades ou des consulats grecs sont occupés à Londres, à Berlin, à Catane en Italie... La liste de ces actions est longue et toutes expriment, à des degrés divers, la *solidarité* de ceux qui, de par le monde, se sont reconnus dans la colère des émeutiers en Grèce ; elles expriment le fait que « *nos révoltes font nos solidarités* » où que nous soyons et que ce n'est qu'en généralisant la lutte que nous pourrions espérer vaincre un jour. En retournant des voitures de police ou en peinturlurant de rouge les murs des ambassades de Grèce, des milliers d'opprimés, un peu partout dans le monde, ont pratiquement exprimé qu'ils faisaient partie du même mouvement.

Mais la lutte en Grèce a aussi eu un impact sur l'autre classe sociale, la bourgeoisie et son Etat qui se sont alarmés d'une possible contagion du mouvement. Pour ne prendre qu'un exemple, le gouvernement Sarkozy, aux prises lui aussi avec des lycéens et des enseignants qui contestaient ses réformes, épiait avec une crainte non dissimulée les émeutes qui se déroulaient pourtant à quelques milliers de kilomètres de là,

effrayé à l'idée qu'une situation similaire puisse se produire -ou pire, se généraliser- en France. Les craintes de l'Etat n'étaient d'ailleurs pas infondées : ces dernières années, le développement capitaliste n'a-t-il pas bouleversé la vie des hommes au point de rendre partout plus identiques et plus merdiques les conditions dans lesquelles survivent les laissés pour compte de la dictature de l'argent ? Combien à

travers le monde ne se sont-ils pas immédiatement identifiés à leurs frères de classe affrontant les flics dans les grandes villes de Grèce ? Combien d'entre eux n'ont-ils pas rêvé de balancer eux aussi un pavé dans une vitrine ou de mettre le feu à un distributeur de billets ? Combien encore n'ont-ils pas ardemment désiré revivre cette formidable lutte dans leur propre ville, dans leur propre quartier ? Bien conscient de ce danger, le ministre des Affaires Etrangères français annonce dès les premiers jours de l'explosion sociale :

« *Je voudrais exprimer notre préoccupation, la préoccupation de tous, au sujet de l'évolution des conflits en Grèce* ». Son collègue de l'Education Nationale manifeste sa crainte « *d' une agitation sociale allant bien au-delà de la réforme des lycées* », suivant de très près le président Sarkozy qui dit redouter le déclenchement d'une « *série d'affrontements sociaux, voire des événements violents en France* ». Sans hésitation, le gouvernement français décrète le retrait unilatéral de la proposition de loi qui fâchait les jeunes en France. L'internationalisme qui caractérise l'histoire inachevée des damnés de la Terre n'est pas un mot d'ordre abstrait. La preuve en décembre 2008 : une des premières « victoires » remportée par les insurgés en Grèce est de voir l'Etat en France reporter aux calendes grecques sa réforme des lycées.



Un coin de la planète se soulève et tous les Etats tremblent. Comment pourrait-il en être autrement ? Face à l'émeute, le bourgeois craint *partout* pour ses profits, pour ses banques, pour ses magasins, pour ses usines, pour sa légalité... pour son avenir. Pas uniquement en Grèce, mais aussi en France, en Chine, au Venezuela, aux USA. Bien sûr, dans sa logique compétitive, lorsqu'un rival tombe, c'est-à-

dire fait faillite ou perd une guerre, le capitaliste n'appelle pas cela un problème mais une bonne nouvelle. Par contre, quand une lutte de classe se déclenche, elle contrarie chaque dominant car elle concerne directement l'organisation mondiale de l'exploitation. C'est le rapport social entre propriétaires des moyens de production et libres vendeurs de la force de travail, entre exploités et exploités qui est remis en question. Et là, quelque soit l'endroit où a lieu l'émeute, le Capital dans son ensemble tremble. Les problèmes de concurrence, les rivalités s'effacent provisoirement. La seule guerre qui compte alors est celle à mener, main dans la main, face à l'ennemi historique : la révolution sociale.



inévitablement la bataille contre l'aliénation, contre ses aspects les plus obscurs, y compris ceux qui encombrant les rapports entre camarades. La lutte contre nos sectarismes est aussi fille de la révolte de décembre 2008.

Au quotidien, le Capital impose essentiellement des rapports de méfiance, posant chaque homme en

concurrent potentiel, que cela soit pour la guerre à l'emploi ou les conquêtes amoureuses. Dans ce monde-là, peuplé de héros déprimés à la *Truman show* où chacun passe sa vie à délivrer de faux sourires, il n'y a pratiquement pas de place pour une mise en commun un tant soit peu humaine de nos colères ou de nos rires. Chez l'autre, on ne voit le plus souvent que *ce qui nous en sépare* et il nous est étranger. L'aliénation est là, puissante et destructrice. Il n'est pas vrai, je ne suis pas vrai, nos rapports ne sont pas vrais. *Tutto è falso, il falso è tutto* (Tout est faux, le faux est tout) rappelle tristement un air de Giorgio Gaber... Dans ce monde fait de tant de concurrence et d'aussi peu d'amour, les rapports entre militants, voire entre organisations révolutionnaires, échappent tout aussi difficilement aux phénomènes d'aliénation. Au lieu de mettre en commun la résistance à ce qui nous détruit, les tentatives de regroupements militants tendent elles aussi pour la plupart à identifier réciproquement ce qui les sépare les unes des autres et le sectarisme s'impose au sein même des révolutionnaires,

La colère de décembre en Grèce a confirmé que lorsque les exploités se battent quelque part dans le monde, c'est le prolétariat de la planète entière qui en bénéficie, dans ce bras de fer permanent l'opposant à la bourgeoisie. Pour le dire autrement, les vagues provoquées par le *café frappé* à Athènes ont fait tanguer la détermination des puissants dans le monde entier.

Des compagnons de différents pays, parlant différentes langues, provenant d'expériences militantes diverses ont collaboré à l'élaboration de ce texte. Plusieurs d'entre eux ont participé directement à ces événements. Au-delà des regards différents que nous pouvons parfois porter sur tel ou tel aspect du devenir social, une pratique commune contre le capitalisme nous anime. La satisfaction avec laquelle nous avons mené cette activité commune, sans esprit de chapelle, n'est pas le fruit du hasard. Car se battre collectivement, c'est voir ressurgir



engendrant la médiocrité de toutes sortes de phénomènes d'aliénation militante. Les couloirs du Capital dans lesquels nous jouons des coudes au quotidien sont à ce point exigus qu'ils ont marqué d'étroitesse l'esprit même avec lequel nous entendons les détruire. La révolution, par contre, c'est l'irruption soudaine de la vie dans tout. *De la vie*, au sens propre car dans la lutte l'autre redevient *vital*. Que ce soit dans le regard complice du camarade qui nous pousse en avant ou dans la porte qu'une main anonyme ouvre pour nous cacher, son existence confirme pratiquement notre existence. *Le réel est de retour*, la vraie vie est là, et ce qui était (non) vécu quelques jours plus tôt seulement, alors que dominait encore le train-train quotidien, apparaît maintenant complètement factice et surjoué.

Le réveil –même momentané- de la perspective révolutionnaire a des effets sur tous ceux qui consacrent leur existence à se battre. Pour les militants révolutionnaires, ce *retour du réel* incite à dépasser les batailles, parfois politiques mais trop souvent idéologiques, propres à tant de milieux ou regroupements que la paix sociale a cloîtrés dans un combat pour leur propre survie et la justification de leur existence. En participant à la lutte de décembre en Grèce, et en essayant d'en tirer ici quelques modestes leçons, il nous a semblé respirer collectivement quelques moments précieux d'un air un peu moins pollué par le sectarisme. Cela a aidé chacun d'entre nous à participer aux discussions et

à la rédaction de ce texte avec l'ouverture d'esprit et la passion propre à ces trop rares instants où la concurrence entre militants, organisations, regroupements, est comprise et combattue pour ce qu'elle est : la manifestation par excellence du rapport social capitaliste.

Chaque compagnon a participé à sa manière à l'élaboration de ce texte, à cette lutte pour poursuivre les perspectives tracées en décembre 2008. Certains d'entre nous ont raconté ce qu'ils avaient vécu et en ont proposé des leçons, d'autres ont insisté sur le recul historique et international nécessaire pour saisir les événements ; d'autres encore se sont proposés de relire cette contribution pour y apporter leurs réflexions, leurs critiques. Nous avons ainsi tenté de construire une critique sociale commune du Vieux Monde, entre frères, malgré les barrières de langues, de cultures, d'expériences, malgré les kilomètres qui nous séparent et tout le reste que nous abolirons un jour prochain. Bref, ce texte se veut l'écho d'une communauté de lutte réelle entre prolétaires du monde entier.

Nous avons tenté une chronologie critique des événements, sur base d'un ensemble d'informations et de leçons politiques que nous avons partagé. Alors, calez-vous bien confortablement dans votre fauteuil, choisissez un hamac si vous êtes au soleil, sirotez un bon *café frappé* si d'aventure vous vous trouviez en Grèce et parcourons ensemble un splendide moment de lutte, de vie.



2. La revanche du réel sur le désordre capitaliste

La seule source de valeur réside dans le *travail humain*. Les capitalistes l'ont bien compris et élargissent leur capital par un procédé que des siècles d'exploitation ont fort bien rôdé : ils achètent de la force de travail (la seule marchandise qui ait la propriété de créer de la valeur) et ne payent, sous forme de salaire, que la seule partie permettant au prolétaire de se reproduire comme prolétaire. Le surplus de valeur ainsi créé –la partie du travail humain non payé à l'exploité, la plus-value ou survaleur- permet l'accumulation de capital. C'est ce processus qu'on appelle *valorisation* du capital.

Mais la production capitaliste engendre sa propre limite. Fruit de la guerre de tous contre tous propre à la société de l'argent, la concurrence incite à la production et l'utilisation d'instruments de travail, de machines et technologies toujours plus performantes⁶ qui, tout en réduisant graduellement l'intervention de l'homme, ne *créent* pas de valeur. En effet, ce *capital constant* –les matières premières et auxiliaires ainsi que les instruments de travail, les machines,...- ne fait que transférer aux marchandises produites la valeur qu'il contient déjà. Comme cette partie de valeur simplement *transmise* par les machines est toujours plus importante en termes relatifs et que la partie de travail humain, cristallisée sous forme de valeur nouvelle dans chaque marchandise unitaire, se réduit toujours plus, le capitalisme en arrive à cette situation très paradoxale : sa source de *valorisation* réside dans l'exploitation du travail humain et la production de plus-value, mais en réduisant graduellement son intervention, le capitalisme produit son contraire, la *dévalorisation*.

Pour compenser cette baisse de survaleur dans chaque marchandise, le capitalisme est obligé d'en produire et d'en mettre une quantité toujours plus grande sur le marché. Cette augmentation du volume des marchandises produites contrebalance un temps la tendance à la baisse du taux de profit (le rapport entre le capital engagé et la plus-value réalisée), mais tôt ou tard, la baisse de ce taux devient effective. La multiplication des marchandises sur le marché ne compense plus la baisse du taux de profit, les marchandises désormais excédentaires sur le marché ne se vendent plus, la plus-value n'est plus réalisée. La crise est là, et même si elle apparaît plus visiblement dans les difficultés à *réaliser* la plus-value, son essence réside dans une *production* insuffisante de plus-value. On est au coeur de la contradiction : *le processus de valorisation capitaliste a engendré sa propre dévalorisation*⁷.

Et nous voilà également au coeur de l'actualité. En période de crise, pour tempérer la dévalorisation, résister à la baisse du taux de profit et espérer

relancer un cycle de valorisation⁸, il faut impérativement que le capital ajuste les conditions de sa reproduction. Les forces productives sont révolutionnées en permanence -de nouvelles technologies voient le jour, de nouveaux instruments de travail,...- mais cela ne suffit pas, il faut aussi modifier les conditions du marché comme cela a été le cas, par exemple, ces 15 dernières années, en renforçant spectaculairement les règles du libre-échange.

Et ici nous arrivons au problème principal rencontré par la bourgeoisie et son Etat, en Grèce comme partout dans le monde : il faut *faire admettre au prolétariat les modifications que ces ajustements capitalistes exigent dans son rapport au travail*. Il s'agit de le soumettre aux remaniements des règles capitalistes et de lui imposer les besoins profonds que manifeste une économie en difficulté. Ces exigences se font encore plus pressantes lorsque l'accumulation s'enraye, comme c'est le cas aujourd'hui. Il faut contrer la dévalorisation en assujettissant un peu plus les exploités aux besoins de la valeur, il faut casser leurs habitudes, augmenter le temps et l'intensité de travail, réduire les salaires, exiger de la flexibilité, changer de fonctionnement... *tout en les forçant à respecter la paix sociale*. Bien sûr, cette pression exercée par la bourgeoisie sur ceux qui ne possèdent rien pour qu'ils s'adaptent aux exigences de la valorisation est permanente, tout comme est constante la résistance des exploités. Et il est vrai aussi que, pour maintenir la paix sociale, la bourgeoisie a l'habitude de jouer au funambule sur

⁶ La fabrication constante de machines nouvelles et de procédés plus performants est motivée par la recherche de la *plus-value extraordinaire* que réalise un capitaliste lorsque, grâce à une nouvelle technologie, il parvient à produire un plus grand nombre de marchandises en moins de temps que ses concurrents, tout en les vendant au même prix sur le marché. Cette plus-value extraordinaire durera tout le temps qu'il faudra à ses concurrents pour s'équiper d'une technologie égale à la sienne.

⁷ Ces ratés dans l'extraction de plus-value se manifestent entre autres par une *crise de surproduction*. Il y a trop de capitaux qui ne trouvent pas à se valoriser, trop de marchandises invendues. Dans le secteur alimentaire, il y a donc trop de lait, trop de blé, trop de fruits. D'un point de vue humain, c'est évidemment absurde puisqu'une énorme partie de l'humanité continue à ne pas manger à sa faim, mais du point de vue de l'économie, ces marchandises sont en surnombre car elles ont été conçues et produites pour obtenir une plus-value qui ne peut être réalisée que par la vente. Telle est la différence, aussi simple qu'essentielle, qui existe entre un produit humain et une marchandise capitaliste : la nourriture que les capitalistes produisent n'est pas faite pour *alimenter* les êtres humains, mais pour leur être *vendue*.

⁸ A terme, seule une dévalorisation massive est capable de relancer un nouveau cycle de valorisation : c'est la guerre et la reconstruction capitaliste qui la prolonge.

cette sorte de fil d'acier tendu entre les exigences capitalistes et les résistances propres au prolétariat, mais elle a peut-être tendance à un peu vite oublier qu'électrisé par la crise actuelle, ce solide câble n'a besoin que d'un tout petit peu d'énergie supplémentaire pour se transformer en une ligne à *haute tension*...

Et c'est ce qui s'est passé en Grèce. L'orage n'a pas éclaté dans le ciel bleu que nous vante incessamment l'office du tourisme grec. La révolte de décembre 2008 est déterminée par le poids de la crise capitaliste actuelle sur nos vies, une chape de plomb qui se manifeste de manière toujours plus pressante : chômage, salaires insuffisants, licenciements massifs, petits boulots précaires, absence de perspectives pour les jeunes, pour les clandestins, surveillance et répression permanente... Plus spécifiquement en Grèce, il y a les réformes scolaires et leur lot de sacrifices imposés aux familles et puis encore les victimes des incendies des étés passés non indemnisées, la spéculation sur les terres brûlées, le népotisme et la corruption à tous les étages. Mais il y a aussi l'humiliation quotidienne des immigrés, le ras-le-bol des sacrifices dans les familles, la lassitude des gouvernés face aux mensonges politiques, la haine pour ceux qui paraded dans leurs grosses berlines ou leurs yachts dorés... Cette situation d'ensemble avait d'ailleurs engendré, peu avant décembre 2008, plusieurs manifestations de colère, de radicalisation sociale et de lutte, entre autres dans les prisons. Mais ce serait une erreur de décrire les luttes qui ont immédiatement précédé l'explosion de décembre comme le tremplin soudain de cette révolte. En réalité, dans ce contexte de crise croissante, c'est depuis des années que le mécontentement s'exprime très régulièrement et violemment en Grèce et cela, entre autres, parce que de nombreuses minorités qui se sont associées dans les quartiers, autour des universités, des lycées, des lieux de travail, à propos de la lutte des clandestins, des prisonniers, des immigrés, contre les guerres... réussissent à impulser et à organiser une certaine continuité dans les luttes. Nombre de ces minorités actives, souvent organisées derrière le drapeau de l'anarchie, participent fréquemment à des manifestations se terminant par de durs affrontements avec les flics. Ces dernières années, des batailles rangées avaient régulièrement lieu dans les rues d'Athènes et de Thessalonique.

Mûries depuis trop longtemps, les contradictions entre d'un côté, une classe de possédants arrogants qui ne cesse de faire pression sur le prolétariat pour imposer son ordre économique et de l'autre, une classe d'exploités qui réussit -en s'associant à différents niveaux- à donner une continuité à la lutte, ont indubitablement participé à la composition d'un cocktail explosif pour la paix sociale que cherchait à maintenir l'Etat. Le *réel* se préparait à remonter sur scène.

Il ne manquait plus que l'étincelle...

Samedi 6 décembre 2008 – premier « jour du chaos »

... elle jaillit du calibre à l'aide duquel un flic, Epaminondas Korkoneas, connu pour jouer les Rambo, tira *courageusement* sur Alexis Grigoropoulos, 15 ans, dans le quartier d'Exarchia à Athènes, le samedi 6 décembre vers 21h15. Cet assassinat va immédiatement provoquer une gigantesque colère qui s'exprimera de façon quasi ininterrompue au cours de tout le week-end et du lundi suivant.

Pour évoquer cette première phase de la lutte, de samedi à lundi donc, l'expression qui revient le plus souvent parmi nous est : *les 3 jours du chaos*. L'image parle d'elle-même, même s'il serait plus juste de parler de *contre-chaos*, face à la dimension indépassable du chaos capitaliste. Suite au meurtre du jeune Alexis, une explosion de colère déferle comme un ouragan sur toute la Grèce, à Athènes et dans un grand nombre de villes. La colère souffle fort, très fort et immédiatement, sans retenue. Directe et brutale.

C'est samedi soir, beaucoup de monde est de sortie. Quelques dizaines de minutes seulement après l'assassinat d'Alexis, des centaines de personnes se rassemblent déjà pour dénoncer cet énième fait d'armes d'une police arrogante qui, depuis des années, et quels que soient les gouvernements de gauche comme de droite, en bon chien de garde, interpelle, insulte, sanctionne, tabasse et se croit tout permis. Très vite, à quelques mètres du lieu même de l'assassinat, éclatent les premiers affrontements avec les forces de répression, en même temps que se propage l'information du crime. Des milliers de téléphones portables se mettent à sonner en même temps, non pour meubler comme d'habitude le vide d'une vie sans vie, mais pour communiquer sa rage,



appeler à se rassembler, crier sa solidarité avec un frère assassiné. Une manifestation regroupant un millier de participants s'organise spontanément. Excédés, ils remplissent les rues du quartier pour protester avec véhémence contre ce meurtre, pour venger leur camarade. Toute la zone est rapidement envahie. De sérieux affrontements ont immédiatement lieu avec les forces de l'ordre. L'émeute s'amplifie. De petits groupes se définissant libertaires ou anarchistes envahissent l'école Polytechnique, à quelques pas du lieu de l'assassinat, et en prennent le contrôle. Une assemblée est spontanément organisée pour décider de la suite à donner aux événements. Vers 23 heures, la police tente de reprendre le contrôle du quartier, mais n'y parvient pas. Une nouvelle manifestation démarre vers minuit à laquelle participent plus de deux mille personnes. Elle démarre de la place d'Exarchia et s'en va occuper les boulevards centraux d'Athènes, à deux pas de là, pour se diriger ensuite vers la place centrale d'Omonia où les affrontements deviennent encore plus violents. La manifestation se scinde ensuite. Une partie des manifestants se dirige vers la Faculté de Droit et l'occupe. Simultanément le reste des manifestants se dirige vers l'école Polytechnique occupée et des premiers pillages ont lieu en chemin pour approvisionner les occupants. Parallèlement la révolte s'étend dans d'autres lieux de la capitale. Une troisième université est occupée un peu plus tard, l'École Supérieure d'Études Économiques et Commerciales (ASOEE), également située dans le centre d'Athènes.

Vers une heure du matin, la rage se propage au centre commercial d'Athènes. La rue Ermou (l'équivalent des *Champs-Élysées* à Paris, ou de *Corrientes* à Buenos Aires) et les rues adjacentes sont attaquées, de nombreux magasins sont saccagés et pillés, tandis que d'autres émeutiers s'en prennent à des commissariats, comme celui de l'Acropole. En banlieue, un autre commissariat est attaqué, celui de Néo Kosmos, au moment même où trois officines locales du parti gouvernemental *Nea Dimokratia* (Nouvelle Démocratie) sont pris pour cible par les émeutiers. Le centre d'Athènes connaît des affrontements importants durant toute la nuit.

Pendant ce temps, la haine des flics et des autorités se propage à travers tout le pays et d'autres villes se joignent à ce qui prend de plus en plus l'allure d'une révolte générale contre l'ensemble des forces répressives et du rapport social qu'elles défendent. A Volos, Komotini, Patras, Serres, Chania, ce samedi 6 décembre 2008, les commissariats centraux sont attaqués par des manifestants qui n'ont aucune peine à s'identifier au jeune Alexis assassiné et cherchent à le venger. Partout résonne le même slogan, repris de tant de luttes précédentes, « *batsi gourounia, dolofonoï !* », qu'on peut traduire par « *flics porcs, assassins !* ». A Thessalonique, deuxième ville du pays, se succèdent les manifestations et les

affrontements, et les flics ne sont pas la seule cible : l'hôtel de luxe ABC est attaqué, l'école Polytechnique est occupée, des barricades dressées, des magasins pillés. Ici aussi les échauffourées durent toute la nuit. Les forces de répression et le gouvernement, comme d'ailleurs tous les partis politiques et les syndicats, sont littéralement dépassés par la soudaineté et l'ampleur de l'attaque.

La veille encore, rien n'indiquait que le calme social assurant le bon fonctionnement de l'exploitation capitaliste allait être aussi profondément brisé. Ce qui déferle ce samedi pourtant, est une véritable fureur contre la police et ce qu'elle représente, une haine refoulée depuis des lustres et qui va s'exprimer avec force durant 3 jours. Nous sommes nombreux, très nombreux à trouver ce soir-là, dans la mort d'un gamin de 15 ans, un exutoire à toute une série de petites misères, de vexations, d'avilissements, d'abaissements que nous font quotidiennement subir ceux qui nous dirigent. A cet instant, le projet est aussi simple que profond : faire payer les rancœurs accumulées par des décennies d'humiliation.

Lorsqu'il s'agit d'expliquer le surgissement d'une violence de classe, la bourgeoisie et son cortège de courtisans a systématiquement recours à la théorie du *complot* ou à l'explication de la *malveillance* de quelques *meneurs*. Elle est incapable de concevoir que le désir de renverser son monde naît tout naturellement de la misère humiliante d'une vie suspendue au fil d'un salaire et que c'est la société elle-même qui, en dépossédant les prolétaires de toute autre propriété que leurs bras, produit ses propres fossoyeurs. Ce 6 décembre en Grèce, il n'y a ni *complot* ni *malveillance* dans les cocktails Molotov que balancent avec rage les manifestants, mais la tranquille certitude que les flics contre qui ils les expédient défendent chaque moment d'un rapport social qui réduit leur vie à six cent euros mensuels⁹. Ce samedi soir à Athènes ou Thessalonique, il n'y a pas que de l'essence dans les cocktails Molotov, il y a les larmes de rage trop longtemps retenues face aux brimades endurées au travail, et aux humiliations subies à chaque contrôle d'identité, à chaque demande de bourse, à chaque recherche d'emploi, à chaque requête de régularisation.

L'exploitation et l'humiliation fabriquent toutes seules leurs propres *subversifs*. Le Capital est un rapport social qui, en imposant la règle incontournable de l'achat et de la vente de la force de travail, fait de chacun de nous l'objet de sordides transactions marchandes. Un jeune engagé à bas prix pour 6 mois, un intérimaire qu'on presse et puis qu'on jette, un enseignant viré pour cause de dégraissage, un

⁹ En Grèce, les jeunes prolétaires se sont rebaptisés « génération 600 euros » en référence au salaire qu'ils gagnent en sortant de l'école ... s'ils trouvent du travail.

immigré obligé de bosser pour 10 euros la journée, un ouvrier licencié après 30 ans de *bons et loyaux services*, la dictature marchande engage, ignore ou rejette selon ses besoins, tout en exigeant du cortège d'humiliés que nous formons de rester courtois à chaque étape de notre dépossession. C'est tout juste s'ils n'exigent pas de garder le sourire au clandestin qu'ils laissent agoniser sur les plages des Canaries. Comment ce mortifiant monde de l'argent peut-il imaginer ne pas recevoir un jour la monnaie de sa pièce ? L'assassinat de sang froid de l'un des nôtres, ce samedi soir en Grèce, était l'offense en trop, celle qui nous a poussés à troquer nos sourires forcés pour des pierres et de l'essence. Et la bourgeoisie assassine commence à récolter sous forme de tempête sociale le vent mauvais qu'elle a semé, ce que les murs d'Athènes résumeront bientôt dans un slogan : « *De la frontière aux commissariats, la démocratie assassine* ».

Rarement la paix sociale avait été aussi profondément malmenée ces 20 dernières années en Grèce. Et la crise sociale ne fait que commencer...

Dimanche 7 décembre 2008 - deuxième « jour du chaos »

Les braises des combats de la veille ne sont pas encore éteintes, qu'une nouvelle manifestation est conviée pour l'après-midi du dimanche à l'appel des occupants de la Faculté de Droit. 4.000 personnes se rassemblent dans le centre d'Athènes avec pour objectif le quartier général de la police. Chacun est bien conscient qu'il n'est pas là pour se faire balader dans une de ces manifestations moutonnières comme savent si bien les organiser la gauche et les syndicats, mais pour faire payer à l'Etat l'assassinat d'un des siens. Il y a des lycéens de l'âge d'Alexis, des étudiants, mais aussi des prolétaires plus âgés. Enormément de monde, beaucoup de drapeaux noirs aussi, beaucoup de compagnons que l'on retrouve, et puis, fait particulièrement significatif de l'intensité de la lutte, des camarades que l'on croyait démobilisés depuis des années. L'étrange sentiment qu'on sent passer à travers la foule est que la présence de chacun ici a un sens. On est en train de vivre un moment qui sort tout à coup de l'ordinaire, de la normalité. Comme l'impression d'une histoire à laquelle on peut enfin participer, la sensation inattendue qu'on redevient acteur et sujet de notre propre avenir. Sentiment difficile à décrire mais que partagent tous les compagnons : *rien ne sera plus jamais comme avant*.

Très vite, la manifestation cherche à s'armer. Les trottoirs sont dévastés. Gourdins, barres de fer, tout est utile pour briser méthodiquement le revêtement des rues et en faire des projectiles. Les cocktails Molotov sont allumés. Une pluie de pierres et

d'essence fait rapidement ressembler le boulevard Alexandras « à une rue de Bagdad », pour reprendre l'image d'un camarade présent. Des deux côtés du boulevard, les magasins sont saccagés. Les caméras sont systématiquement détruites, la vitrine d'une banque est démolie, les Molotov se succèdent. La colère de notre classe s'abat sur trois concessionnaires de voitures, sur diverses banques, sur un supermarché, un magasin de sport, mais aussi contre les flics et contre des bâtiments officiels, tels ceux du ministère des Travaux publics et des cabinets médicaux appartenant à la Sécurité sociale. La révolte s'étend et la police est complètement dépassée. Il ne s'agit pas ici d'une situation où la majorité des participants regardent de loin quelques minorités s'affronter aux forces de l'ordre en fin de manifestation. Il s'agit d'un ensemble de prolétaires qui, tous âges et catégories confondus, se déchaînent sur tout ce qui symbolise à leurs yeux la répression capitaliste. Ils s'en prennent essentiellement aux commissariats, mais n'hésitent pas à s'attaquer à d'autres cibles tel l'immeuble dans lequel le président de la République possède son appartement de fonction.

Sous une pluie de pierres et de feu, les flics ripostent en balançant des tonnes de gaz lacrymogènes¹⁰ et des grenades offensives, mais les manifestants ne reculent pas. Conscients de leur force, ils continuent à avancer parmi les nuages de gaz. Certains allument des incendies car ils savent que l'appel d'oxygène produit par le feu empêche les gaz de se répandre et restreint leurs effets. Et lorsque chacun prend conscience que la fumée noire des incendies limite les effets de la fumée blanche des lacrymos, ils sont des milliers à brûler tout ce qui leur tombe sous la main.

Après une grosse charge de la police au coin des avenues Alexandras et Ippokratous, où les flics menacent de tirer à balles réelles pour disperser la manifestation, certains émeutiers retournent vers



¹⁰ On parle de 4600 grenades lacrymogènes lancées en quelques jours, près de 4 tonnes.

l'avenue Patission et se rassemblent pour se diriger vers la place Syntagma où se trouve le parlement. Au même moment, d'autres émeutiers s'en vont vers le quartier d'Exarchia, où a été assassiné Alexis, en passant par les rues de Neapoli. Vers 19h, les flics attaquent Exarchia et les manifestants qui se trouvent à cet endroit se réfugient à l'intérieur du Polytechnique occupé. Un peu plus tard, après une période de calme et de réorganisation, les manifestants dressent des barricades et développent une véritable guérilla urbaine autour des deux universités occupées, le Polytechnique et l'ASOEE.

« *Hontes à vous, assassins !* », « *Tuez-nous nous aussi, on est là !* » crient les émeutiers en attaquant des fourgons de flics dans lesquels certains de nos camarades ont été embarqués quelques instants plus tôt. Des milliers de manifestants se sont maintenant éparpillés dans tout le centre-ville et mènent une véritable guerre de guérilla aux forces de l'ordre qui, à force de vouloir tout protéger, se dispersent et finissent par ne plus être capables de protéger quoi que ce soit. La combativité des émeutiers est forte, leur mobilité impressionnante. Les flics sont déroutés par la tactique utilisée. Machine lourde à mettre en place, les unités anti-émeute se concentrent sur ce qui semble composer la manifestation centrale, mais lorsque les manifestants s'éparpillent, elles confondent *dislocation* et *dispersion* et sont incapables de faire face aux attaques diffuses. Les manifestants mènent des actions là où les flics ne les attendent pas, se dispersent rapidement, puis se concentrent à nouveau ailleurs. L'utilisation des téléphones portables joue un rôle important dans l'organisation de ces attaques.¹¹

Dans leur volonté de venger leur frère assassiné, les prolétaires font preuve d'une tactique originale et d'une grande ingéniosité et ce, sans avoir eu besoin de lire des tonnes de manuels sur la guérilla urbaine. Ils offrent au passage un cinglant pied de nez au « *marxisme-léninisme combattant* » et autres « *guérillérisme anti-impérialiste* », ces rackets militants, basés sur la confiscation de l'initiative révolutionnaire du prolétariat au profit d'une direction « *militaroïde* » qui, avec son fétichisme armé, finit par imposer son programme populiste et paradoxalement à... *désarmer* le prolétariat en lui ôtant sa perspective communiste, et en le transformant en simple spectateur¹². Ces adeptes philo-staliniens de la dictature *sur* le prolétariat, grands savants de la *guerre*

populaire prolongée et de la *guérilla urbaine* ont dû être quelque peu surpris de voir notre classe, d'instinct, assimiler si facilement quelques principes de base de l'affrontement en ville : frapper avec force l'endroit le plus faible du dispositif ennemi, se disperser après l'attaque pour réapparaître un peu plus loin, là où l'Etat ne l'attend pas. Concentration et dispersion des forces ont été saisies par les émeutiers comme une nécessité et ils se sont organisés en conséquence.



Les affrontements durent jusqu'aux petites heures du lundi matin, non seulement dans le centre de la capitale, et plus particulièrement autour des deux universités occupées, mais aussi dans différents quartiers de la périphérie où des banques ainsi que les locaux du parti de *Nea Dimocratia* sont mis à sac, comme à Née Smirni.

Ce dimanche soir, les trois universités occupées depuis la veille regorgent de manifestants. Il faut préciser que les bâtiments du Polytechnique et ceux de la faculté des Sciences Economiques (ASOEE) sont depuis des années le lieu traditionnel où toutes sortes de groupes -y compris des minorités qui veulent s'affronter à l'Etat- se retrouvent pour discuter et organiser des luttes qui perturbent à intervalles réguliers la paix sociale en Grèce. Non seulement on trouve dans ces universités, de grands amphithéâtres où se réunir, mais en plus, elles bénéficient depuis la fin de la dite *dictature des colonels* en 1974, d'un statut particulier en vertu duquel il est interdit aux forces de l'ordre d'y pénétrer sans l'accord explicite des autorités académiques. Personne n'est dupe : il s'agit d'un *droit d'asile*

¹¹ Les téléphones portables ont permis les premières formes de coordination et d'organisation de l'action directe. Il est significatif que quelques mois plus tard, en juin 2009, le gouvernement fera voter une loi obligeant dorénavant à décliner son identité à l'achat de toute carte d'accès au réseau de téléphonie sans fil, comme c'est d'ailleurs de plus en plus le cas partout dans le monde.

¹² Dans le contexte de la révolte de décembre 2008 en Grèce, il est symptomatique de voir apparaître des dits « groupes armés », seulement lorsque la lutte touche à sa fin. Est-ce un hasard, mais le groupe « Lutte révolutionnaire » se manifeste pour la première fois le 23 décembre, au moment précis où la lutte commence à refluer, comme pour signifier au prolétariat la fausse consigne selon laquelle seuls des *spécialistes armés* ont les moyens d'affronter l'Etat.

accordé par l'Etat et présenté à l'époque comme une sorte de *compensation* pour la répression sanglante organisée par la junte militaire lors du soulèvement qui embrasa la plupart des quartiers autour de l'école Polytechnique en 1973. L'octroi de ce *droit d'asile* visait alors à obtenir l'adhésion de la population à la *nouvelle politique démocratique* de l'Etat. Et comme tous les droits, cette soi-disant concession est évidemment tout à fait dépendante du rapport de force entre les classes. Tant que les manifestations et actions organisées à partir des universités ne menacent pas vraiment l'ordre en place, l'Etat peut se vanter de cette tolérance et s'en servir pour justifier tout le reste, mais dès que la répression l'exige, ce même petit bout de papier, agité pendant des années sous le nez des exploités pour les faire taire, vole à la poubelle. Ainsi, en 1995, ce *droit* n'a pas empêché que 500 manifestants soient appréhendés de force, fichés, tabassés et détenus quelques temps : il avait suffi pour cela de décréter le transfert du pouvoir de décision du Conseil d'Université aux autorités policières¹³. Mais même si cette possibilité de se réfugier à l'Université reste tout à fait formelle, cela demeure un lieu au sein duquel certains niveaux d'organisation restent possibles.

Ainsi, ce dimanche 7 décembre, bon nombre de manifestants se réfugient dans les locaux du Polytechnique et narguent les forces de l'ordre. Soulignons le fait que les occupants ne sont pas uniquement des étudiants ou des habitués des regroupements *radical-libertaires* ; lors de l'assemblée générale qui a lieu ce soir là, sur 180 personnes présentes, une trentaine seulement sont des « habitués », le reste des compagnons provient des différents quartiers alentours et sont absolument étrangers au monde universitaire ou à la militance organisée.

En l'espace de deux jours, la ville d'Athènes est donc devenue l'épicentre d'une véritable rébellion contre le pouvoir. Mais dans le reste du pays aussi la paix sociale vacille sur ses bases : manifestations, rassemblements, attaques de banques, de bâtiments officiels, de commissariats, blocages de rues se succèdent dans de nombreuses villes. Les patrouilles policières sont systématiquement prises pour cibles, leurs véhicules incendiés. Un an après, il est difficile de faire un véritable bilan de l'ampleur de ces

dévastations, tant elles ont été importantes. Ce qui est clair, c'est que *la peur a momentanément changé de camp*. Pour une fois, ce sont les nantis qui tremblent et les prolétaires qui reprennent confiance en leur force collective.

* * *



Au terme de cette deuxième journée d'émeute, on peut constater plusieurs choses :

- la rapidité avec laquelle le mouvement s'est généralisé, tant quant aux nombres de participants que sur le plan géographique non seulement en Grèce, mais même au niveau international avec toute une série d'actions de solidarité ;
- le refus de toute médiation de la part du prolétariat ;
- le dépassement de toutes sortes d'organisations minoritaires habituées des affrontements, mais peu préparées à donner des perspectives révolutionnaires d'élargissement de la lutte ;
- le débordement et la relative paralysie de l'Etat ; ses forces policières, politiques et syndicales étant, dans un premier temps, complètement déboussolées par l'ampleur de la colère.

A propos de la généralisation, les faits rapportés ici parlent d'eux-mêmes quant à la rapidité avec laquelle le mouvement s'est déclenché et la facilité avec laquelle il s'est étendu à l'ensemble de la Grèce. Nous avons également déjà mentionné dans l'introduction quelques exemples d'actions de solidarité internationales, marquant dans les faits des tentatives d'extension à l'extérieur de la Grèce. En termes de participation, la lutte a balayé toutes les identités imbéciles et racistes avec lesquelles le monde marchand sépare habituellement les exploités ; ces identités ont été niées en actes, non par une *revendication* commune, mais par l'affrontement solidaire à l'Etat. Il n'est pas jusqu'aux prisonniers qui, pour exprimer leur soutien et participer à la lutte,

¹³ La même procédure prévaudra d'ailleurs au cours de ce mois de décembre 2008, pour tenter de briser ces lieux d'organisation de la lutte.

se sont abstenus de toute alimentation pendant 24 heures. Ce qui surprend est l'élargissement du mouvement à des catégories de prolétaires qui n'étaient plus descendus dans la rue depuis de nombreuses années, ni durant les mouvements sociaux des années précédentes, ni dans aucune autre manifestation récente. A Athènes, s'il est indéniable que la mobilisation initiale de samedi soir, juste après l'assassinat, est le fait de minorités organisées, préparées à l'affrontement qui ont rapidement réussi à rassembler des centaines de manifestants, très vite le mouvement s'est élargi. Le soir même et surtout le lendemain, dimanche, elles ne sont plus les seules à se battre : à leurs côtés déferlent des jeunes, des immigrés, des personnes

veut jouer le tout pour le tout et affronter de façon définitive son ennemi, les forces de la social-démocratie postposent toujours l'affrontement, détournent le prolétariat de son objectif, lui proposent d'attendre les résultats d'une quelconque commission qui rendra son rapport six mois plus tard, quand tout sera retombé. Ces forces agissant au sein des luttes sociales poussent systématiquement d'abord à se battre pour renforcer « les droits démocratiques bourgeois », et ensuite seulement « pour la révolution », à faire pression sur les forces politiques plutôt que d'affronter la répression, à « lutter au parlement » plutôt qu'à descendre dans la rue, à passer par le bulletin de vote plutôt que par la grève... bref, la médiation plutôt que l'action directe.



Au cours de ces premières journées, cette pratique s'est concrétisée dans l'action de groupes gauchistes qui ont tenté de détourner les émeutiers des commissariats contre lesquels ils voulaient déverser leur rage. Samedi soir à Thessalonique, par exemple, ces groupes ont cherché à détourner la manifestation prévue contre le commissariat vers le ministère local de Macédoine-Thrace en encourageant les manifestants à « faire pression » sur les autorités plutôt que de casser du flic. Dans un deuxième temps, une fois arrivés devant ce bâtiment officiel, ils sont les premiers à appeler à la dispersion, ce qui accentue encore la désorganisation. Très concrètement, ces forces sont contre-révolutionnaires, au-delà de leur idéologie,

par leur opposition pratique aux objectifs immédiats que la lutte se donne, ici, les commissariats¹⁴.

qu'on voit habituellement dans les stades de football, des lycéens, des spécialistes de l'expropriation, des clandestins... autant de prolétaires habituellement figés dans les catégories avec lesquelles on les sépare, mais qui, dans l'affrontement, armés d'une même volonté d'en découdre et de poursuivre le mouvement, tendent à manifester leur existence comme prolétariat, comme membres d'une même condition sociale qu'ils remettent ensemble en question.

Mais ces forces social-démocrates ne se présentent pas toujours sous la forme de ces organisations classiques du gauchisme bourgeois, elles se

Deuxième constat de ces journées, la riposte du prolétariat à l'assassinat d'Alexis a refusé toute médiation. Les émeutiers ont réagi *ici et maintenant*. Dans le feu de l'affrontement, ils ont refusé toute proposition qui ne partait pas immédiatement à l'assaut de l'Etat. En ce sens, l'attaque des commissariats a unifié le prolétariat et lui a permis de centraliser sa colère. Faire payer aux flics, ici, maintenant et tout de suite, le meurtre d'un gamin est clairement rassembleur.

Cette pratique d'action directe s'est opposée dans les faits à l'habituelle tactique des forces de la social-démocratie consistant à retarder d'une manière ou d'une autre l'affrontement : face à notre classe qui

¹⁴ La fonction désorganisatrice de ces groupes gauchistes se matérialise tout au long de la lutte. Ainsi, quelques jours plus tard, à Chania, la gauche extra-parlementaire tentera là aussi de diriger la manifestation vers la préfecture, mais sur le parcours, la majorité des manifestants quitteront le cortège et se dirigeront vers le commissariat en criant : « Nous on va chez les flics ! ». La tâche de désorganisation et de répression du prolétariat qu'assume la gauche ou l'extrême-gauche prend parfois des formes plus claires. Ainsi, sur l'île de Corfou, alors qu'une grosse manifestation est convoquée, des militants des jeunesses staliniennes et du parti socialiste s'emparent de l'université et s'y enferment avec chaînes et cadenas. La manifestation est disloquée par les flics et lorsqu'une partie des manifestants cherche à se réfugier dans le bâtiment occupé, les gauchistes les repoussent, livrant ainsi directement ces camarades aux coups de la répression policière. Plus tard, les manifestants rameuteront d'autres frères de classe et ensemble, ils retourneront à l'université pour jeter dehors ses occupants stalino-socialistes.

concrétisent aussi dans le feu de l'action dans des groupes ou des minorités qui proclament –au moins théoriquement- des objectifs révolutionnaires. Au cours des journées d'émeutes que nous venons de décrire, ces forces ont manifesté leur présence dans toute une série de groupes souvent organisés sous le drapeau de l'anarchie et/ou de l'insurrectionnalisme. Ces minorités, habituées des manifestations et très actives dans les affrontements, se sont fait complètement dépasser par la massivité de la lutte de décembre et par les perspectives qu'elle se donnait. Attaquer la propriété privée, par exemple, n'entraîne pas dans le cadre des idéologies de certains de ces groupes qui n'y retrouvaient pas la « pureté politique » de leur programme. Il est clairement apparu que ces minorités, souvent autoproclamées *insurrectionnalistes* et/ou *anarchistes*, étaient préparées plus *techniquement* que *politiquement*. Elles ne savaient trop que faire avec ceux qui semblaient vouloir porter plus loin le mouvement, ou pire, s'y opposèrent, parfois physiquement, et jouèrent un rôle de frein à la lutte.

L'occupation du Polytechnique à Athènes, par exemple, met cette contradiction à jour. La majorité de ceux qui s'y retrouvent dimanche soir sont complètement étrangers au petit milieu *libertaro-insurrectionnaliste* qui s'y réunit habituellement. Pour la plupart de ces prolétaires, c'est peut-être la première expérience militante, mais ils cherchent à s'associer pour donner une continuité à la lutte ; ils viennent donc au Polytechnique pour se tracer des directives communes et organiser la suite. Face à ce mouvement qui cherche à s'organiser en force, les organisations d'ordinaire si *radicales* dans le verbe et le lancer du pavé, mais dont l'idéologie part le plus souvent de leur micro-réalité, sont complètement désarçonnées. Habitués à rejeter le prolétariat si non dans les mots, le plus souvent dans les faits, ces groupes dont la propre pratique est le plus souvent l'unique référence, se sont donc mis pour la plupart à prôner l'attentisme. Pour contrer la volonté de continuer l'affrontement, certains de ces militants ont argumenté qu'il valait mieux « *patienter jusqu'à lundi car nous ne sommes pas bien préparés pour affronter les flics* » ou encore « *qu'il n'y avait pas assez de cocktails Molotov pour affronter les flics* », d'autres ont cru bon de décréter que les « *immigrés qui poussent à aller de l'avant sont des inconscients* » ou qu'il ne « *fallait pas donner une mauvaise image aux médias* ». Sans doute, les organisations auxquelles nous faisons référence -ou pour le moins certaines d'entre elles- sont-elles produites de luttes précédentes et se sont-elles constituées précisément pour donner force et continuité au combat pour détruire le rapport social capitaliste. Elles ont pu être alors l'expression du renouvellement organisationnel du prolétariat. Mais en arrêtant parfois trop dogmatiquement leur programme, et parce que la paix sociale s'est progressivement imposée, elles ont fini par fixer leurs thèses, leur méthodologie, leurs

mots d'ordre, leurs conceptions, leur fonctionnement même, comme *l'horizon indépassable de l'aventure révolutionnaire*. Or, tout processus de lutte pousse au bouleversement des situations existantes, remet en question les fonctions sociales, bouscule ce qui est *bien établi*, y compris dans notre camp : ce qui s'est trop *institutionnalisé* résiste péniblement à la soudaine irruption d'une déflagration révolutionnaire. Les rigidités organisationnelles, héritées de la répétition incessante des mêmes concepts et de la complaisance narcissique dans une méthodologie pétrifiée par la routine, deviennent alors autant d'obstacles doctrinaires empêchant le mouvement d'aller de l'avant. Comment concilier, par exemple, la décision de *jouer le tout pour le tout* que semble prendre le mouvement, avec les habitudes politiques internes marquées par la peur d'altérer les thèses politiques ?

Bien qu'elles résultent des luttes et aient été les agents d'un renouvellement politique, les organisations qui ne sont pas capables de se remettre en question lors d'une nouvelle vague révolutionnaire sont rapidement dépassées par le mouvement. Au mieux, elles produiront des contradictions internes qui permettront ultérieurement d'autres niveaux organisationnels ; au pire, ce qui est malheureusement souvent le cas, elles constitueront un frein et notre classe s'en écartera rapidement pour renouveler, dans la lutte, ses propres organisations. A Athènes, au Polytechnique, c'est un fragment de cette dialectique organisationnelle qui s'est joué.

Ultime constat, du côté de l'Etat maintenant : dimanche soir, aucun politicien n'a encore capté ce qui arrive réellement dans le pays. Les forces politiques sont complètement déboussolées et ne savent comment répondre à ce qui se passe. Elles mettent du temps pour prendre au sérieux le mouvement. Peu après le meurtre d'Alexis, les forces de l'ordre ont bien essayé de cantonner l'émeute autour de la place d'Exarchia, mais elles n'y sont pas parvenues. L'Etat a d'ailleurs tardé à informer sa police de l'assassinat qui a eu lieu à Exarchia et des affrontements qu'il a déclenchés. Des flics témoigneront aux journaux qu'ils étaient tranquillement en patrouille ou installés dans leur commissariat et qu'ils n'ont tout d'abord pas compris pourquoi des jeunes surgis de nulle part se sont mis tout à coup à leur balancer des barres de fer et des pavés à la figure : c'est en regardant la télévision qu'ils se sont rendu compte de ce qui se déroulait vraiment dans le pays. Leur hiérarchie est absente et dépassée. Tout ce qui représente la classe dominante est surpris par la soudaineté et la massivité des réactions face au meurtre d'un des nôtres. Politiciens, journalistes, psychologues, haut-fonctionnaires, économistes, syndicalistes, boursicoteurs, patrons, curés, sociologues espéraient terminer leur week-end tranquillement. Ils étaient loin de se douter du début de semaine qui les attendait...

Lundi 8 décembre 2008 - troisième « jour du chaos »

Ce lundi 8 décembre est vraiment le point culminant de la rage destructrice qui a suivi l'assassinat d'Alexis. A Athènes comme dans le reste du pays, l'arrivée massive des lycéens va donner une énorme puissance à la lutte.

Conscients du danger d'explosion, gouvernement et syndicats font tout pour maintenir les lycéens hors du mouvement. Plutôt que de les voir se rassembler dans les écoles, avec la crainte que ces bâtiments soient occupés et qu'ils deviennent des lieux de centralisation et de généralisation de la lutte, le gouvernement décrète dans l'urgence trois jours de deuil, en insistant pour que les écoles restent fermées. Cette décision dont l'hypocrisie n'échappe à personne se complète d'un mouvement de « grève » de trois jours lancé ce même lundi par les syndicats d'enseignants. Dans le contexte de guerre sociale qui vient de se déclencher, il est évident que ces journées de deuil et ces arrêts de travail n'ont d'autre objectif que d'empêcher préventivement tout rassemblement de jeunes prolétaires sur les lieux où ils se retrouvent habituellement. Mais la tactique de l'Etat pour désamorcer le mouvement n'aura que peu d'impact. La veille, les lycéens qui ont bien saisi dans ces appels au deuil qu'on essayait de les empêcher de lutter, ont passé la nuit à organiser via leur téléphone portable les rassemblements et actions du lendemain. Dès lundi matin, ils envahissent la ville et bloquent de nombreuses rues principales. Des dizaines de regroupements surgissent et il n'y a pratiquement pas un quartier de la capitale qui ne connaisse une manifestation. Mais ce n'est pas simplement par leur nombre que les lycéens apportent un poids supplémentaire au mouvement, ce qu'il y a de décisif c'est la combativité et la rage sauvage avec laquelle ils se lancent à l'assaut des commissariats de police. Ce sont eux qui identifient tout naturellement ces lieux d'humiliation quotidienne où se tapissent nos assassins, comme la cible

prioritaire de leur colère. A travers tout le pays, les commissariats sont assaillis avec les mêmes mots d'ordre : « *Flics porcs, assassins !* » et « *Le sang coule, il demande vengeance !* ». Des milliers de lycéens, dont certains ont parfois à peine plus de dix ans, s'en prennent rageusement aux locaux où les policiers se terrent, apeurés, espérant échapper à la vindicte des manifestants. Il ne fait pas bon être gardien de la paix sociale ces jours-là. De quoi regretter d'avoir choisi, en échange d'un misérable salaire, de collaborer à la répression des exploités.

Ce lundi 8 décembre est le jour où manifestations, affrontements avec les flics et pillages atteignent le degré le plus élevé de participation et de combativité. Du nord au sud du pays, en passant par la Crète et jusqu'à l'île de Lesbos, les prolétaires s'insurgent et boutent le feu à des bâtiments publics, des banques et des magasins. C'est le jour où le gouvernement est contraint d'interdire les patrouilles de flics en ville pour éviter qu'ils se fassent lyncher.



Partout en Grèce, des cortèges de manifestants circulent. Impossible de les relever tous, la combativité est énorme. Pas un boulevard qui n'ait été bloqué. Outre les offensives contre les commissariats et l'incendie de dizaines de combis policiers, des banques sont incendiées, des bâtiments officiels attaqués, des officines de partis saccagées, des magasins sont vidés de leur contenu qui est déposé sur le trottoir à disposition des prolétaires. Dans la banlieue d'Athènes, des manifestants attaquent les portes de la prison de Korydallos où se trouvent enfermés la plupart des émeutiers arrêtés durant le week-end. Des barricades sont élevées, bloquant le trafic commercial sur les axes principaux menant à la capitale. A Rafina, certains manifestants essayent de se rendre maîtres du domicile du Premier Ministre. La maison d'un ancien ministre de l'éducation, Stilianidis, est attaquée avec des œufs et des pierres.

Dans le quartier bourgeois du centre de la capitale, Kolonaki, tout est attaqué et dévasté. Des voitures de luxe sont détruites ainsi que des boutiques chics et d'autres banques encore. Tout ce qui symbolise l'Etat est l'objet de la rage de ceux qui ne possèdent rien et en début d'après-midi, toujours dans ce même quartier, des cocktails Molotov atterrissent sur le Ministère des Affaires étrangères qui est partiellement incendié.



La journée est loin d'être finie. En fin d'après-midi à Athènes, les occupants du Polytechnique et de l'ASOEE ainsi que beaucoup de prolétaires se rassemblent au Polytechnique pour se rendre massivement à la manifestation convoquée à 18 heures, place Propylaia, dans le centre de la capitale. Tout le monde est conscient qu'aujourd'hui n'est pas un jour ordinaire et la tension est à son comble. La haine de classe est immense ; beaucoup arrivent armés à la manifestation. A l'heure prévue, ils sont plus de 20.000 à se concentrer sur la place Propylaia. Les flics chargés de protéger l'endroit sont immédiatement pris pour cible. L'atmosphère est à l'émeute. De la bouche de métro Panepistiniou qui donne sur la place où doit démarrer la manifestation, surgissent plus d'une centaine d'encagoulés qui se mettent à confectionner leurs cocktails Molotov sous les yeux de tous, y compris des flics. Le rapport de force est tel qu'ils ne cachent même plus leurs intentions.



Le troisième bloc de manifestants, après avoir remonté l'avenue Panepistimiou, débouche sur la place Syntagma et fait partir en fumée, sous les cris de joie des émeutiers, le gigantesque arbre de Noël qui se trouve là, symbole grotesque de l'obligation de s'amuser aux fêtes de fin d'année. « Ces jours appartiennent à Alexis ! », écrit quelqu'un sur

un mur. C'est la fête, oui, mais la nôtre, celle qui venge Alexis, celle qui jette vers le ciel la fumée noire de nos colères. A l'orgie de consommation commandée par la nécessité de faire croître le PIB, les prolétaires préfèrent l'incendie des magasins et de leurs marchandises, le brasier des banques et distributeurs automatiques de billets. Cette année, Noël aura décidément un drôle de goût pour la bourgeoisie.

Les affrontements sont immédiats et tout est saccagé, détruit, pillé, incendié. La manifestation se scinde en trois blocs. Outre ceux qui se battent place Propylaia, une deuxième partie des manifestants descend vers la place Omonia et la troisième remonte l'avenue Panepistimiou pour s'attaquer aux bâtiments officiels qui se trouvent autour de la place Syntagma. Cette scission de la manifestation fait que la révolte se développe dans tout le centre névralgique d'Athènes, là où sont concentrés les magasins, le quartier des affaires, les ministères.

Le parti stalinien (KKE), faucille et marteau bien en avant pour rappeler qu'ils défendent le travail et l'exploitation, essaye tant bien que mal de prendre la tête de la manifestation pour la récupérer et l'encadrer mais, tout comme les flics, les staliniens sont complètement dépassés : partis eux aussi de la place Propylaia, à peine sont-ils arrivés place Omonia, qu'ils se voient contraints de replier leurs calicots et de se disperser rapidement. Personne ne les suit. Des émeutiers attaquent la banque centrale de Grèce et un énorme pillage s'organise autour de la place Omonia. « Des gens de tous âges rentrent dans des magasins aux devantures détruites et attrapent tout ce qui leur tombent sous la main, vêtements, chaussures, portables, lunettes, et même de la viande d'une boucherie et des repas provenant de fast-food »¹⁵. Dans les environs de cette place, une



¹⁵ In *Diadromi* n°79, p.7, janvier 2009.

Plus tard dans la soirée, contre la dispersion à laquelle appellent les forces gauchistes présentes place Syntagma, une partie des prolétaires présents veut profiter de l'avantage qu'ils ont face aux forces de répression, et décide de continuer à en découdre. Ils se dirigent alors à quelques pas de là, au début du boulevard Sygrou, cette artère qui part du centre d'Athènes et se dirige vers la mer. D'innombrables banques, magasins, bâtiments publics sont littéralement démontés, pillés et incendiés. Là aussi, dira-t-on. Mais pour la première fois dans l'histoire des luttes sociales en Grèce, les protagonistes sont des enfants d'immigrés. Pays d'émigration traditionnelle -il y a autant de prolétaires d'origine grecque à l'étranger que dans le pays-, en une ou deux décennies, la Grèce est elle-même devenue un pays d'immigration massive. Et ce lundi, même s'ils étaient déjà

présents dans certains affrontements des jours précédents, ce sont tous ces enfants de prolétaires originaires du Pakistan, d'Afghanistan, du Bengale, du Kurdistan, d'Albanie... qui participent massivement à



la lutte. Leur participation marque un pas supplémentaire dans le développement du mouvement, d'autant plus qu'ils élargissent les objectifs des manifestants, en généralisant la pratique d'expropriation. S'il y avait bien eu l'un ou l'autre pillage de magasin dès le premier soir d'émeute, ce n'est que ce lundi, sous l'impulsion particulière de ces prolétaires, que les attaques à la propriété privée se généraliseront.

Certains de nos compagnons, présents sur les lieux, ne connaissent véritablement personne parmi ces émeutiers et avouent être, au début, quelque peu démunis quant à la direction à impulser. L'un d'entre nous appelle à systématiser ces pillages tout en insistant sur l'importance de collectiviser ensuite les marchandises expropriées avec pour mot d'ordre « *Pourquoi ne prendre que pour un, si l'on peut prendre pour tous ?* », une consigne qui sera suivie (entre autre) lors du pillage du gigantesque Mégastore Virgin, un peu plus tard dans la nuit. Par la suite, d'autres compagnons feront un effort tout particulier pour faire circuler du matériel de propagande dans plusieurs langues. Quelques jours plus tard, des camarades originaires d'Albanie prendront l'initiative de s'adresser en grec à leurs compagnons de lutte. « *Ces jours sont aussi les nôtres* », affirment les

membres de l'Association des Immigrés Albanais, dans un texte qui tient à préciser que « *derrière les manifestations étudiantes à l'avant-garde, il y a une participation massive de la deuxième génération d'immigrés et également de nombreux réfugiés... Ces journées sont pour les centaines d'immigrés et de réfugiés qui ont été assassinés aux frontières, dans les commissariats de police et sur les lieux de travail... Ces jours appartiennent à tous les marginaux, aux exclus, aux personnes affligées de noms difficilement prononçables et d'histoires incompréhensibles. Ils appartiennent à tous ceux qui meurent chaque jour dans la mer Egée et le fleuve Evros, à tous ceux assassinés à la frontière ou dans une rue d'Athènes. Ils appartiennent à la communauté rom de Zefiri aux toxicomanes d'Exarchia... Grâce à Alexis, ces jours nous appartiennent à tous* »¹⁶. Toutes ces démarches

confirment que dans l'affrontement, dans la lutte, le prolétariat s'affirme comme classe universelle, comme embryon d'humanité réconciliée, en totale contradiction avec les catégories racistes qu'impose l'ennemi national. Ces jours sont les jours de l'ensemble des exploités et le meurtre d'Alexis fait revenir à la surface les tabassages et brutalités subies par chaque

prolétaire. C'est assurément dans cette perspective que lundi, tant de nos frères de classe venus d'autres pays ont participé à l'assaut du commissariat d'Omonia, tristement célèbre pour la violence et la cruauté des interrogatoires qui se déroulent entre ses murs.

A Athènes, la manifestation avait commencé à 18h, place Propylaia. Quelques heures plus tard, le centre de la capitale est pratiquement en feu. Le bâtiment abritant le Ministère des Affaires Economiques a complètement été détruit, ainsi que les locaux du

¹⁶ Ce texte a été distribué le 15 décembre 2008 par des membres de l'Association des Immigrés Albanais aux étudiants qui encerclaient le siège de la police. Les mots d'ordre qui terminaient le texte étaient : *18 ans de rage silencieuse, c'est trop – dans la rue, pour la solidarité et la dignité ! – nous n'avons pas oublié, nous n'oublierons pas – ces jours-ci sont les vôtres aussi Luan, Tony, Mohamed, Alexis...* Ce tract constitue en fait la réponse à un communiqué réactionnaire émanant d'un organisme de représentation officielle des immigrés albanais en Grèce qui dénonçait les immigrés ayant participé aux manifestations et pillages du week-end et précisait qu'il ne s'indignerait pas du renvoi de ces rebelles en Albanie.

journal bourgeois *Kathimerini*. Plus de 30 bâtiments officiels et 435 magasins sont la proie des flammes dans le centre d'Athènes. Le ministère de l'Intérieur a aussi été pris pour cible et incendié, des fumées noires se dégagent encore des étages supérieurs. La police aculée utilise dorénavant des balles en caoutchouc et certains dégainent même leur arme de service pour tirer, sans doute pas toujours en l'air.

Telle est la situation à Athènes. Mais ce lundi, c'est dans l'ensemble du pays que s'étend le soulèvement. Des manifestations de colère se produisent dans presque toutes les villes de Grèce.

A Thessalonique, deuxième ville du pays, les manifestations, attaques de commissariats, affrontements avec les forces de l'ordre, barricades, pillages de magasins... sont monnaie courante depuis samedi. Le centre-ville est transformé en un véritable champ de bataille. Mais, ici aussi, ce lundi, les lycéens ont fait irruption dans la lutte et déversé leur rage. Les symboles de l'Etat capitaliste qui n'avaient pas encore été touchés durant le week-end sont pris pour cibles. Tout comme à Athènes, un rassemblement est convoqué pour 18h. Six mille personnes se rassemblent pour une manifestation qui ne ressemblera en rien aux précédentes. L'éclairage public a été éteint par la municipalité et la manifestation commence dans une étrange atmosphère de fin de règne. Un nombre toujours plus grand de prolétaires se joint au cortège. Bris de vitrine et incendies rythment le passage des manifestants. Dans certains cas, nos frères de classe s'emparent de marchandises et se les partagent à même la rue, ce qui provoque ponctuellement quelques accrochages entre partisans et opposants de la propriété privée. Dans le même temps, de petits groupes s'attaquent à des banques dans les rues adjacentes sous les applaudissements fréquents de passants enthousiastes. Un commissariat est attaqué et les unités anti-émeute font leur apparition à hauteur du Ministère de Macédoine-Thrace (centre politico-administratif du nord du pays). Ils reçoivent en guise de bienvenue une pluie de projectiles. Le tir de centaines de gaz lacrymogènes finit par disperser la manifestation tandis que de petits groupes de 10 à 40 insurgés continuent à mener une sorte de guérilla dans le centre-ville. Ceux qui cherchent à en découdre avec les forces de l'ordre convergent ensuite vers l'université occupée. Les affrontements durent toute la nuit.

A Patras, les manifestants se rendront maîtres de la station de télévision locale, leur objectif étant de l'utiliser pour renforcer la lutte. Ce type d'action se généralisera à tout le pays lors de la seconde semaine de lutte.

En Crète, à Iraklion, commissariats, banques et magasins sont attaqués. La préfecture devient la cible principale des émeutiers. Les journalistes ne sont pas épargnés : deux camions d'une chaîne nationale de télévision sont détruits par les manifestants.

La journée de lundi coûtera à l'économie nationale plus d'un milliard et demi d'euros.

Le gouvernement organise précipitamment une réunion au Megaro Maximo (cabinet du Premier Ministre) pour tenter « d'évaluer la situation ». Il se rend maintenant compte de la détermination des insurgés et prépare sa réponse : séparer le bon grain de l'ivraie, casser les solidarités nées de la lutte, en imposant une séparation entre les « bons manifestants grecs » et les « pillards immigrés », les « manifestants pacifiques » et les « koukoulofori » (les encagoulés). Les mass-média commencent à distiller leur lente mais sûre intoxication. Parallèlement, la stratégie gouvernementale consiste à répandre la « peur des anarchistes » parmi les commerçants et à les inviter à protéger leur propriété « en étroite collaboration avec la police ». Pour le reste, la plupart des ministres ne savent que faire. Intensifier la répression risquerait d'ajouter à la mort d'Alexis d'autres cadavres, ce qui ne ferait qu'accroître la colère prolétarienne. Paralysé par la peur et l'ampleur des événements, le gouvernement se borne à espérer des jours meilleurs. Dans la nuit, à Athènes, les affrontements se poursuivent autour des trois universités occupées, plus spécifiquement autour du Polytechnique, ainsi que dans certaines villes de province.

* * *



Tout mouvement social développe sa propre dynamique et ce lundi semble être le point culminant de ces 3 jours du chaos. L'arrivée massive des lycéens et des immigrés dans la lutte a clairement donné un souffle supplémentaire à l'affrontement contre l'Etat. Mais si la nuit de samedi, puis toute la journée et la nuit du dimanche, se sont caractérisées par l'affrontement aux forces de police et ont exprimé la volonté de venger l'assassinat d'Alexis, lundi apparaît comme un tournant dans la subversion du rapport social capitaliste. Au cours des manifestations précédentes, les attaques de banques, de voitures ou d'établissements de luxe avaient déjà indiqué qu'au-delà de la répression policière, c'est le capitalisme comme un tout qui était compris comme l'ennemi général, mais ce lundi connaît un saut de qualité dans l'action dans la mesure où, en pillant des magasins, le prolétariat se met à attaquer la propriété privée, c'est-à-dire le cœur même de ce qui constitue le rapport social capitaliste : une relation dans laquelle une classe, privée de toute autre propriété que ses bras, est exploitée par ceux qui détiennent privativement l'ensemble des moyens de production. Le niveau de conscience révolutionnaire que possède notre classe en agissant ainsi est secondaire : dans sa pratique, en se réappropriant des marchandises, les assaillants revendiquent par leurs actes la totalité de ce qu'ils produisent et qui leur est quotidiennement extorqué.

C'est ce que n'ont pas compris nombre de pseudo-anarchistes pour qui ces pillages n'étaient pas « dignes du mouvement » ou ne « le renforçaient pas ». Certains n'y voyant que de « vieux et bas instincts bourgeois » marqués par l'envie de posséder. Incapables de saisir qu'attaquer la propriété privée c'est attaquer l'Etat, ces groupes continuaient



Je veux que tu dépenses beaucoup pour prouver ton amour à ta famille et à ceux que tu aimes !

à défendre que la lutte devait se dérouler uniquement sur le terrain « politique ».

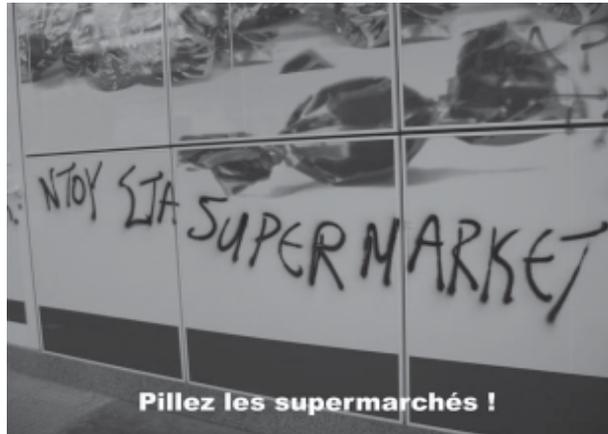
Ce paradoxe s'exprimera avec force au Polytechnique occupé où des libertaires empêcheront les prolétaires, immigrés pour la plupart, d'entrer avec des marchandises pillées, car cela provoquait des bagarres. Au lieu de donner une direction et de définir des critères pour régler cette question, la diriger, lui donner de l'ampleur, la solution qu'ils proposent, et imposent finalement, est de détruire ces marchandises par le feu.

A propos des réappropriations

Tout mouvement du prolétariat vise à la réalisation du communisme, d'une communauté humaine, d'une société dans laquelle les hommes ne s'opposent pas les uns aux autres comme exploités et exploités, propriétaires et expropriés, acheteurs et vendeurs, mais où ils s'associent volontairement et disposent librement du temps comme champ d'épanouissement de leurs activités. Dans cette communauté d'êtres humains, où chacun développe une activité productive selon ses capacités et jouit de cette production selon ses besoins, la propriété privée n'a aucun sens. Chacun dispose, bien sûr, d'un ensemble de biens qui sont marqués personnellement, mais l'ensemble des moyens de production et de reproduction de la communauté sont à tous. Ceux qui, aveuglés par des siècles d'exploitation, d'existence de l'échange marchand et de l'argent, font passer cette perspective pour irréalisable (remarquez qu'il s'agit la plupart du temps de ceux-là mêmes qui nous promettent l'utopie d'un capitalisme sans guerre, sans dictature et sans pauvreté), commencent toujours par ignorer l'existence du mouvement réel qui exprime régulièrement l'abolition du monde de la propriété privée.

Pourtant, ce mouvement est bien visible et concret. Lorsque ceux qui sont dépossédés de tout, dans la quête d'une réponse à leurs besoins, brisent quelques vitrines, récupèrent quelques marchandises et se réapproprient ainsi une infime partie de ce qu'ils produisent, ils manifestent très distinctement le mouvement réel d'abolition de la propriété privée. Il s'agit d'un mouvement, car personne ne peut confondre la récupération d'une poignée de téléphones portables avec la suppression révolutionnaire, sociale et définitive de la propriété capitaliste. Mais l'abolition de cette propriété est sa perspective -tout acte de réappropriation la contient- et c'est précisément la tâche du prolétariat d'affirmer toujours plus fort, contre les critères dictés par les besoins capitalistes, ceux qui, à l'opposé, définissent les besoins humains.

Au cours de ces journées de décembre 2008, ceux qui ont dénoncé ces réappropriations comme l'expression *d'instincts possessifs bourgeois*, ont montré combien il reste difficile de se débarrasser de l'idéologie dominante, car le fait de s'attaquer à la propriété privée marque précisément un énorme saut de qualité quant aux perspectives que se donne le prolétariat en termes de lutte contre la *possession* bourgeoise réelle. Ce qu'il faut rappeler, c'est que la classe des propriétaires capitalistes nous contraint à produire toute la richesse du monde en échange d'un salaire qui suffit tout juste à nous tenir en forme pour recommencer à bosser le lendemain; ce qu'il faut affirmer, c'est précisément que nous, les producteurs, les prolétaires, les exploités, nous sommes dépossédés de toutes les marchandises que nous avons produites et qui



circulent dans la société ; ce qu'il faut clarifier, c'est qu'en expropriant l'un ou l'autre supermarché ou magasin de disques, nous ne nous réapproprions qu'une toute petite partie de tout ce qui nous a été extorqué ; ce qu'il faut souhaiter, c'est que ce type d'action ouvre la voie à une généralisation de l'attaque à la propriété privée, point de passage obligé de la transformation révolutionnaire de la société. Une transformation dont la clé réside dans le fait de se réapproprier l'ensemble des moyens de production et de reproduction de l'existence.

Dans la pratique donc, ceux qui se sont opposés aux pillages en évoquant la *pureté politique* ou en déplorant les pulsions *possessives*, *l'avidité* et *l'égoïsme bourgeois* des pillards ont affaibli notre mouvement et alimenté pratiquement les forces qui défendent le monde capitaliste.

Un des arguments avancé lors des discussions qui ont eu lieu sur ce sujet –parfois même pendant les heurts avec les flics- était que les prolétaires qui récupéraient des marchandises « *ne contribuaient pas au maintien des affrontements grâce auxquels ils pouvaient s'approprier ce qu'ils voulaient* ». La séparation opérée entre ceux qui s'affrontent aux flics et ceux qui s'emparent des marchandises est fautive et non dialectique. L'Etat s'en sert déjà d'ailleurs en tentant d'exploiter cette distinction sur le terrain pour promotionner dans ses médias une présentation des événements séparant le bon grain des « *lycéens grecs* » de l'ivraie des « *voleurs immigrés* ». L'argument dénoncé ici introduit une séparation complète entre les différentes actions que mène la classe des exploités lorsqu'elle se soulève.

Contre ces séparations, nous devons réaffirmer que toute lutte de classe est avant tout unification de l'espèce contre toutes les divisions que produit le rapport social marchand, dont celle qui sépare le produit de son producteur. Contre ces séparations, nous devons donc réaffirmer que la lutte de classe tend à récupérer le produit social dont nous sommes quotidiennement privés ; que c'est uniquement parce que la bourgeoisie maintient en permanence des cordons de policiers et de vigiles prêts à intervenir pour protéger la marchandise que la récupération n'a pas lieu au grand jour et à grande échelle ; que seule l'idéologie de la lutte *politique pure* a empêché ceux qui développaient ces arguments d'assumer pratiquement la préparation adéquate de l'assaut à la propriété et d'anticiper ce moment où notre lutte aurait tenu les cordons de policiers à

distance ; que d'autres parties du prolétariat ont heureusement pris l'initiative d'assumer cette tâche de récupération, offrant par la même occasion à l'ensemble des exploités un constat *-la vie est chère-* et une perspective révolutionnaire *-la marchandise est notre ennemi*.

Quant aux bagarres qui ont parfois éclaté entre prolétaires pour récupérer telle ou telle marchandise, elles témoignent évidemment de la nécessité pour notre classe de définir des objectifs clairs, en définissant des critères, en faisant circuler des mots d'ordre, en déterminant des lieux où se retrouver pour partager entre frères ce que nous avons récupéré à l'ennemi. La question du *comment* allons-nous partager tout cela, est évidemment autrement plus subversive que les prières pour « une lutte politique pure ». Elle part du point de vue que toutes ces marchandises, *nous* les avons produites et qu'elles *nous* appartiennent, collectivement ; elle nous oblige à déjà réfléchir concrètement sur la façon dont pourra fonctionner un monde où la marchandise aura disparu. C'est une prise de responsabilité fondamentale dans le cours du mouvement : à qui attribuer la nourriture ou les vêtements récupérés ? Comment distribuer le matériel nécessaire à la poursuite de la lutte, les téléphones portables, par exemple ? Ces questions concernent directement la possibilité de généralisation d'un mouvement comme celui de décembre 2008 en Grèce -et demain ailleurs- car si *tout* le prolétariat se sent concerné par ces critères et s'implique dans les prises de décision, il renforce sa détermination, convainc les indécis, prend puissance et clarifie le projet d'abolition du capitalisme qu'il porte dans ses flancs.

Au terme de ces 3 jours de luttes, apparaît donc encore plus clairement que si les flics et les commissariats sont les cibles privilégiées du mouvement, les manifestants n'ont aucun doute sur ceux qui les arment. En détruisant un nombre important de succursales bancaires et de distributeurs de billets de banque, en s'attaquant aux symboles de la richesse, ils désignent à tous les responsables de leur misère : les capitalistes et les marchands. Plus globalement encore, l'organisation massive de pillages à partir de lundi (même si des expropriations ont déjà lieu le premier jour du mouvement) et plus encore mardi, met progressivement au centre de ces journées de lutte la perspective d'un monde sans argent, sans marchandise, sans capitalisme.

C'est ce que souligne de façon pertinente un texte qui circulera deux semaines après le début des protestations :

« *Si nous faisons éclater les vitrines de banques c'est parce que nous reconnaissons leur argent comme une cause majeure de notre tristesse, si nous brisons les vitres des magasins ce n'est pas uniquement parce que la vie est chère, mais parce que la Marchandise nous empêche de vivre, quel qu'en soit le coût. Si nous attaquons la police, ce n'est pas seulement pour venger nos camarades morts mais parce que, entre ce monde et celui que nous désirons, la police sera toujours un obstacle.* »
Message d'une insurgée grecque « *Pour une nouvelle internationale* », 21/12/2008.

3. « La possibilité d'apercevoir les cieux »

Mardi 9 décembre 2008 – quatrième jour

Mardi 9 décembre est le jour de l'enterrement d'Alexis. Un certain flottement se fait sentir, mais la force du mouvement, la puissance de son élan est tangible et se remarque à différents niveaux.

Et tout d'abord, par les tentatives faites par l'Etat pour endiguer la lutte. Une mise en *état d'alerte* généralisée des unités militaires est décrétée. Celles-ci doivent se tenir prêtes à faire face aux émeutiers. L'épuisement de la police qui affronte quotidiennement les prolétaires sert de prétexte à cette décision, mais ce dont il s'agit en réalité c'est de conjurer la peur qui s'est emparée de l'Etat face à la permanence de l'émeute. Deux jours plus tôt, le 7 décembre, les appelés (le service militaire reste obligatoire en Grèce) avaient reçu des balles en plastiques avec l'ordre de les utiliser en cas d'attaque de leur caserne. Les jours suivant, à Nauplie, les militaires protégeant le camp recevront, quant à eux, de véritables balles avec les mêmes consignes. Ailleurs, ce sont les baïonnettes qui apparaissent sur les fusils. Et, à l'occasion de la fête célébrant « la 34^{ème} année du retour à la démocratie en Grèce », le gouvernement n'hésitera pas à brandir la menace de l'état d'urgence et des chars dans la rue, comme au temps de la dite *dictature des colonels*, au nom du *renforcement de la démocratie*.¹⁷ C'est dans ce sens encore que, selon des informations parues dans certains journaux, un plan visant à faire occuper le centre d'Athènes par l'armée est déjà prêt et prévoit l'utilisation massive d'armes de guerre *non-létales* (sic !), du matériel déjà utilisé par les militaires grecs

au Kosovo, en Macédoine et dans certaines régions d'Afghanistan¹⁸.

Plus symptomatique encore de la peur qui s'est emparée des classes dirigeantes depuis 3 jours, le gouvernement grec envisage l'intervention de troupes étrangères sur son sol pour faire face à son « *ennemi de l'intérieur* », le prolétariat. C'est d'Italie et d'Espagne que devaient venir ces nouveaux contingents répressifs pour épauler les forces locales au cas où ces dernières ne réussiraient plus à contrôler la situation¹⁹. L'appel du gouvernement grec à des troupes étrangères témoigne une fois de plus

¹⁷ La contradiction entre dictature et démocratie n'est qu'apparente. La démocratie est intrinsèquement liée au monde de la marchandise et ne fait qu'affirmer la dictature du Capital, indépendamment du régime sous lequel cette dernière s'impose. Donc, les mesures citées ci-dessus constituent effectivement un *renforcement du terrorisme démocratique*.

¹⁸ Rappelons en passant, que c'est sous le gouvernement de gauche du *Pasok* (équivalent du Parti Socialiste) que les budgets nécessaires à l'achat de cet équipement furent votés, avec l'aide de la droite (*Nea Dimocratia*) et de l'extrême-gauche locale (*Syriza*). Et pour tous ceux qui auraient encore la moindre illusion sur l'adhésion profonde des forces de gauche à l'Etat capitaliste, c'est également sous un gouvernement *socialiste* que l'entraînement et la formation « d'unités de répression de populations non-armées » furent mises en place.

¹⁹ In *Galera* n°41, février 2009, article de Nikos Charalabopoulos.

de l'unité traditionnelle entre toutes les forces bourgeoises, indépendamment de leur nationalité, lorsqu'il s'agit d'affronter son ennemi historique, le prolétariat.

Mais si nous considérons cette décision du point de vue des forces en lutte contre l'Etat, cette initiative démontre plutôt que la confiance du gouvernement dans ses propres forces armées n'était pas pleine et entière. Quand les classes s'affrontent, l'armée pas plus que les autres institutions bourgeoises, n'est à l'abri des contradictions qui minent l'ordre établi. Et de fait, ce même mardi 9 décembre, au lendemain de ces 3 jours de lutte, des militaires, pour la plupart des appelés, refusent de réprimer le mouvement social. Ces prolétaires sous l'uniforme ont tenté de s'organiser autour de la diffusion d'une pétition. Les signataires de 42 casernes y déclarent « se trouver du côté de leurs frères » qui luttent dans les rues.

« Nous sommes des soldats de toute la Grèce. Des soldats qui, à Chania, ont reçu l'ordre d'affronter des universitaires, des travailleurs (...) Des soldats qui vivent quotidiennement le harcèlement idéologique du militarisme, du nationalisme, le manque de paie, l'exploitation et la soumission à nos « supérieurs ». (...) Nous entendons qu'Athènes, Thessalonique et un nombre croissant de villes en Grèce se sont transformées en terrains d'émeutes, des terrains où la rage de milliers de jeunes, travailleurs et sans emploi s'est déchaînée. Bien que nous soyons vêtus d'uniformes militaires (...) nous continuons à nous sentir la-bas (sur ces mêmes terrains), où nous vivions quand nous étions étudiants, universitaires, travailleurs et sans emploi, désespérés, où nous recevions leurs « balles perdues » et où nous supportions le mépris de la précarité, de l'exploitation, des licenciements et des procédures judiciaires (...)

Aujourd'hui on nous a ordonné d'être « prêts et en alerte ». Nous avons demandé : « Contre qui devons-nous être en alerte ? » Ils nous ont ordonné d'être prêts pour la déclaration d'état d'urgence et en même temps :

- Ils ont distribué des armes chargées à certaines unités d'Attiki [dans la région d'Athènes - NDR] avec l'ordre de les utiliser contre des civils s'ils se font menaçants (par exemple à Menidi, là où la caserne de police de Zefiri a été attaquée) ;

- Ils ont distribué des baïonnettes aux soldats sur la rivière Evros [à la frontière avec la Turquie - NDR] ;

- Ils ont ordonné d'intimider les manifestants en opérant des déplacements de pelotons vers les campements militaires périphériques ;

- Ils ont ordonné de déplacer des patrouilles de police dans les camps militaires de Nauplie, Tripoli, Corinthe ;

- Ils ont distribué des balles en plastique dans la caserne de Corinthe pour tirer contre nos propres

citoyens s'ils se comportent de façon « menaçante » (...)

La police tire en visant le présent et le futur de la révolte. Pour ce faire, ils préparent l'armée pour qu'elle assume les tâches d'une force policière, et la société pour qu'elle accepte le retour de l'armée, du totalitarisme réformiste.

Ils nous préparent à affronter nos amis, nos connaissances, nos frères et soeurs. Ils nous préparent pour affronter nos anciens et futurs collègues au travail et à l'université. Cette série de mesures montrent que les chefs de l'armée et de la police, avec le consentement de Hinofotis (ex-membre de l'armée professionnelle, actuel vice-ministre de l'intérieur, responsable des « affaires intérieures »), du commandement général de l'armée, de tout le gouvernement, des dirigeants de l'Union Européenne, des propriétaires de commerces ainsi que des citoyens furieux et de ceux d'extrême droite, visent à utiliser les forces armées comme n'importe quelle Force d'Occupation (ne serait-ce pas vous qui nous appelez « corps de paix » quand vous nous envoyez à l'extérieur pour faire exactement les mêmes choses ?) dans les villes où nous sommes nés, dans les quartiers et les rues où nous nous promenions.

La direction politico-militaire oublie que nous sommes une partie de cette jeunesse. Ils oublient que nous sommes la chair de la chair d'un jeune qui est confronté au désert de la réalité à l'intérieur et à l'extérieur des campements militaires. D'une jeunesse qui est indignée, insubordonnée et, le plus important, SANS PEUR..

NOUS SOMMES DES CIVILS EN UNIFORMES.

Nous n'accepterons pas de nous transformer en outils de terreur que certains veulent imposer à la société, comme un épouvantail. Nous n'accepterons pas de nous transformer en une force de répression et de terreur. Nous n'affronterons pas le peuple avec lequel nous partageons les mêmes peurs, les mêmes besoins, les mêmes désirs, un futur commun, des dangers et des espérances.

NOUS REFUSONS D'ENVAHIR LES RUES AU NOM D'UN QUELCONQUE ETAT D'URGENCE CONTRE NOS FRERES ET NOS SOEURS.

En tant que jeunes en uniforme, nous exprimons notre solidarité avec les personnes qui sont en lutte et nous crions que nous ne redeviendrons pas des pions de l'Etat policier et de la répression étatique. Nous n'affronterons jamais notre peuple. Nous ne permettrons pas que s'impose dans les corps de l'armée un climat qui rappellerait les journées de 1967 [quand l'armée grecque réalisa son dernier coup d'Etat - NDR]. »

La lettre signée « Des centaines de soldats de plus de 42 casernes » informe ceux qui luttent à l'extérieur qu'ils ne tireront en aucun cas sur eux, même s'ils en reçoivent l'ordre. La subversion de l'ordre militaire

bourgeois commence ici : lorsque la fonction sociale attribuée au soldat –tuer !- commence à se dissoudre dans la prise de conscience que celui sur lequel il faut tirer est un frère de classe. Même l'armée, pourtant garante de la pérennité de la société de classe, est touchée durant ces journées par la subversion sociale. Ce mardi 9 décembre, au lendemain de trois journées de lutte et d'émeute, l'Etat est dans de sales draps. Le doute et la crainte se sont installés chez les puissants. La peur a changé de camp.

Mais de l'autre côté de la barricade tout n'est pas aussi clair que ce que la force du mouvement pourrait donner à penser. Un certain flottement se fait sentir, même si le mouvement est encore bien présent. La volonté de poursuivre l'affrontement se note à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, le jour même où Alexis est enterré, 22 prisons sont en grève de la faim en solidarité avec la mémoire d'Alexis et les prolétaires descendus dans la rue pour le venger. C'est loin d'être banal : les enfermés de l'intérieur appellent leurs frères de l'extérieur à poursuivre leurs luttes, à continuer le combat. C'est aussi ce mardi que les lycéens et autres étudiants désobéissent aux plans du gouvernement et des syndicats visant à les tenir éloignés de leur lieux de rassemblement habituels sous prétexte de deuil et travail. Ils décident d'occuper leurs écoles, montrant par là la force du mouvement qui passe outre les tentatives de récupération gouvernementale et syndicale.



Bancs d'école, canapés, cercueils

Des centaines de milliers de lycéens rejoignent donc spontanément leur lieu de dressage. Ils se retrouvent dans ces bâtiments où tous les jours on les prépare au travail, à la nécessité des horaires, à l'importance de la discipline et au respect des institutions. Mais la

mort d'Alexis a changé la donne, au lieu de s'y rendre pour reprendre sagement leur apprentissage docile des règles de l'exploitation, les lycéens sont là pour discuter. Ceux qui étaient présents aux affrontements racontent ce qu'ils ont vécu, confirment leur colère contre l'Etat et témoignent auprès de tous ceux qui n'étaient pas là de cette sensation d'enfin être ensemble qui circule parmi ceux qui se battent. D'autres expriment leur frustration de n'avoir pu participer et d'être restés à la maison. Le désir de lutte est communicatif. Le refus de rester là sans rien faire est général. Image fugitive du redressement de l'Humanité par la remise en question du monde, soudain, l'école n'est plus cette caserne habituelle où des millions de jeunes prolétaires meurent d'ennui dans une ambiance de concurrence générant l'imbécile combat pour décrocher les premières places, mais se transforme en un lieu de vie où s'affichent ouvertement d'autres valeurs que celles de l'argent. Solidarité et fraternité définissent joyeusement l'organisation de la lutte contre le Vieux Monde. Durant toutes ces journées, les bâtiments d'écoles, d'ordinaire si gris, transpirant tristement l'ordre et la discipline démocratiques, sont transformés en autant de lieux de vie et de discussion, d'ateliers où se confectionnent calicots, tracts, affiches et banderoles.

Les funérailles d'Alexis doivent se dérouler dans l'après-midi. Le matin même, dans le centre d'Athènes, se déroule une importante manifestation de lycéens et d'enseignants décidée la veille par des syndicats d'enseignants des écoles primaires (DOE) et secondaires (OLME). L'entrée des syndicats dans la danse contre-révolutionnaire, aux côtés de toutes les autres forces déjà à l'œuvre, est une tentative ouverte de prendre le contrôle du mouvement de lutte, ce mardi de « grève » dans l'enseignement devant être suivi le lendemain, mercredi 10, d'une journée de « grève générale » .

Mais la révolte en cours depuis plusieurs jours contre les institutions encourage nombre de manifestants à refuser de se laisser simplement promener par l'encadrement syndical habituel. A peu près 3000 jeunes se positionnent face au Parlement pour dénoncer la responsabilité de ses occupants dans le meurtre d'Alexis. Un peu plus tard, alors que les syndicalistes remballent calicots et micros, espérant disperser la manifestation, une minorité de prolétaires tente de garder l'initiative et des affrontements éclatent face au Parlement et un peu plus bas, dans Panepistimiou et quelques rues environnantes. Quelques 150 jeunes attaquent les forces de l'ordre avec des bouteilles, des pierres et des Molotov, même si leur nombre réduit est également significatif d'une certaine incertitude existant au sein du mouvement.

Dans l'après-midi, vers 15 heures, au cimetière du vieux Faliro dans la banlieue sud d'Athènes, quelques 3000 personnes assistent à l'enterrement du jeune

Alexis Grigoropoulos. La police est là, ainsi qu'un grand nombre de caméras. Cette présence est ressentie par l'assistance comme une véritable provocation. La cérémonie n'est pas encore terminée que déjà des centaines de jeunes s'en prennent aux *flics-porcs-assassins* et se mettent à pourchasser les journalistes dans les rues avoisinantes.



les plus soumis, à défendre l'Etat, se répète dans d'autres villes comme à Larissa. Il s'agit clairement de mobiliser une partie de la population pour l'opposer à ses sœurs et frères de classe qui luttent, mais cette manœuvre cache mal le malaise et la faiblesse de la classe dominante, qui semble ne plus pouvoir compter à ce moment sur les forces politiques et syndicales traditionnelles.

Des affrontements ont lieu avec la police et les habitants du quartier s'en mêlent, prenant spontanément la défense d'un jeune de 14 ans qui vient de se faire violemment appréhender par les flics. Les échauffourées débordent le quartier et s'étendent aux rues avoisinantes où des banques sont attaquées. Durant ces affrontements, la police fait usage de ses armes en tirant en l'air plus d'une dizaine de fois, devant les caméras des diverses télévisions nationales qui diffusent cette scène en boucle durant toute la journée.

Autour du Polytechnique et de l'ASOEE occupés, au cœur de la capitale, les affrontements se prolongent pendant toute la soirée et une partie de la nuit. Comme les jours précédents, d'autres quartiers s'enflamment. A Zefiri, une des banlieues les plus pauvres d'Athènes, une bonne centaine d'émeutiers, la plupart d'origine rom, et certains armés de carabines de chasse, encerclent le commissariat et lancent un camion en flammes sur l'entrée. Les flics n'osent pas riposter.

Ceci dit, si les affrontements avec les forces de l'ordre capitaliste se poursuivent, à Athènes et en différents endroits du pays, ils n'ont plus la même intensité que les trois jours précédents. Cette indécision permet partiellement à l'Etat de mobiliser certaines forces en sa faveur. Ainsi, les groupes d'immigrés qui pillent les magasins fermés du centre d'Athènes, autour des avenues Pirée et Koumoudouros, vont se retrouver pour la première fois face à des groupes de *citoyens en colère*, composés essentiellement de nervis de différents partis, de fascistes et barbouzes de l'*Aube dorée*, de petits commerçants, qui livreront certains des manifestants à la police. A Patras ou à Iraklion, en Crète, ces mêmes citoyens s'attaqueront aux manifestations, en soutien aux flics. De même, à Komotini (au nord du pays), la population est appelée à descendre dans la rue pour faire face à la « *venue d'anarchistes et de gauchistes* » en provenance d'une ville voisine. On l'a vu plus haut, l'Etat alimente la peur de voir débarquer de la capitale par cars entiers, des groupes d'anarchistes pour mettre les petites villes de provinces à feu et à sang, poussant ainsi, dans un réflexe sous-régionaliste, les citoyens à s'organiser pour « *défendre leurs propriétés* »²⁰. Cette terreur visant à convaincre les « *bons citoyens* », les petits commerçants et les exploités

Regrettant la perte de contrôle de ces organisations sur le mouvement, le premier ministre, Costas Caramanlis qui traite les manifestants « *d'ennemis de la démocratie* », lance un appel pressant en direction des deux grandes centrales syndicales du pays, l'ADEDY et la GSEE, pour les prier d'effectuer les grèves et manifestations prévues pour les jours suivants, tout en soulignant la nécessaire collaboration de la police à la sécurité de ces actions.

C'est sans doute ce mardi, jour de l'enterrement d'Alexis, que se situe le tournant de l'affrontement à l'Etat. Rien n'est encore joué, la combativité est intacte mais semble en suspens. L'Etat est déstabilisé, mais cherche à se réorganiser. Le prolétariat quant à lui veut aller de l'avant, et prend partiellement conscience que si le mouvement ne s'étend pas, il risque de rapidement s'éteindre.

* * *

Tandis que les 3 jours qui viennent de s'écouler ont vu la lutte s'étendre jusqu'en des endroits où, de mémoire de camarades, il ne s'était jamais rien passé, alors que manifestations, pillages et attaques de commissariats et de bâtiments officiels ont eu lieu aux quatre coins de la Grèce, y compris dans des quartiers connus pour leur calme et jusque sur certaines petites îles très reculées, un flottement se fait sentir. A ce stade, pour beaucoup de compagnons, seule une adhésion plus généralisée au mouvement de révolte pourra lui donner un nouveau souffle, l'empêcher de s'éteindre, de mourir d'épuisement. Trois jours après l'assassinat d'Alexis, une incertitude plane sur la suite à donner aux actions. Tout le monde sent qu'il manque quelque chose à ces formidables journées pour transformer les émeutes en quelque chose de plus profond, de plus organisé et de plus

²⁰ Des militants répondront à cette propagande contre-révolutionnaire en rappelant que les propriétés que ces messieurs prétendaient défendre ont été bâties et réalisées sur base des salaires de misère payés à leurs employés, sur base également des heures supplémentaires non rémunérées, des licenciements non dédommagés, etc ...

durable. C'est un moment décisif. Il montre qu'après *les 3 jours du chaos* et l'implication massive de lycéens et d'immigrés, l'affrontement à l'Etat cherche des perspectives plus larges, tant du point de vue de la participation d'autres secteurs de notre classe, que de celui d'une clarification et d'une amplification des objectifs poursuivis. Chacun se rend compte en tout cas que si le mouvement ne prend pas plus d'ampleur, il risque de s'éteindre. Le danger maintenant, c'est de s'arrêter en imaginant pouvoir rebondir plus tard. Face à ce flottement, les émeutiers ressentent la nécessité impérieuse de *généraliser* leur mouvement. La réponse au besoin d'extension va progressivement se formuler de deux façons :

- Un mot d'ordre est lancé, appelant à « *étendre et enraciner* » la lutte ;

- D'autre part, ceux qui travaillent sont interpellés et incités à rompre la paix sociale, à rejoindre les rangs de ceux qui sont dans la rue et à bloquer la production en arrêtant le travail.

Après 3 journées d'affrontements très durs, le mouvement semble chercher sa généralisation dans d'autres actions. Les émeutiers ne se contentent plus de manifester au centre des villes en cassant ce qui symbolise l'argent et l'Etat et en attaquant la marchandise, mais visent à implanter plus solidement la lutte à travers l'occupation des lycées -c'est le fait marquant de ce mardi, plus de 400 lycées sont occupés à travers toute la Grèce²¹. Le mot d'ordre circule : « *étendre et enraciner* » le mouvement dans les quartiers où vivent les protagonistes des journées de lutte précédentes. Cet appel au « *retour dans nos quartiers* » propose de donner une perspective au mouvement en convainquant d'autres exploités de se joindre à la lutte, en les informant de ce qui s'est passé, en discutant des objectifs pour tracer de nouvelles perspectives communes. Confusément, la lutte tente de faire tache d'huile et d'impliquer plus notre classe.

L'occupation de mairies, de préfectures et d'autres bâtiments officiels sera un nouvel objectif du mouvement, pas seulement à Athènes. Ainsi, ce mardi 9 décembre, à Serres, dans le nord du pays, une mairie est déjà occupée²². Des camarades appellent à élargir la lutte en invitant les habitants de chaque quartier à venir discuter. Les semaines suivantes verront les émeutiers s'emparer, entre autres, de la mairie de Aghios Dimitrios, de l'ancien Hôtel de Ville de Halandri et du Centre Culturel de la Nouvelle Philadelphie à Athènes, de l'Université Aristote et du département de Cinéma de Thessalonique, de l'ancienne Ecole Polytechnique et de la Chambre du Commerce à Patras, de l'Hôtel de ville de Ioannina, de l'Ecole de Médecine de Larissa... En tout, des centaines d'occupations auront lieu dans des bâtiments publics, des stations de radio ou de télévision, des théâtres...

Evidemment, l'initiative ne peut à elle seule répondre à l'absence d'une relève de la part de ceux qui continuent à travailler. C'est la deuxième façon qu'a le mouvement de répondre au besoin d'aller de l'avant et d'élargir le combat en cours : parallèlement aux occupations et au retour dans les quartiers, les prolétaires en lutte interpellent tous ceux qui restent sur leurs lieux de travail, en les incitant à *rompre la paix sociale au travail et bloquer la production*.

Des camarades occupant l'ASOEE²³ expriment cette perspective de façon très pertinente dans un tract intitulé « *Tous contre le mur, fils de pute ! Nous sommes venus pour prendre ce qui nous appartient...* » :

« *En ce moment historique de la crise, moment de rage et de rejet des institutions auquel nous sommes finalement parvenus, la seule chose qui puisse transformer le système de déréglementation en une révolution sociale est le rejet total du travail. Quand les combats se dérouleront dans les rues assombries par la grève de la compagnie d'électricité, lorsque les affrontements auront lieu au milieu de tonnes de déchets non collectés, lorsque les tramways seront abandonnés au milieu des rues, bloquant les flics, lorsque l'enseignant en grève allumera le cocktail Molotov de son élève révolté, nous serons enfin en mesure de dire : 'Camarade, les jours de cette société sont comptés; ses raisons et ses mérites ont été pesés, et trouvés trop légers'. Aujourd'hui cela n'est plus un simple fantasme, mais une possibilité réelle dans la main de chacun: la possibilité d'agir concrètement sur le concret. La possibilité d'apercevoir les cieux. »*

Fait à l'ASOEE, le 14 décembre 2008.

Quelques jours plus tôt, le 12 décembre, un texte des mêmes camarades soulignait que les défenseurs du capitalisme, « *du gouvernement jusqu'à la famille* », étaient convaincus de l'importance de la

²¹ Leur nombre atteindra 700 ou 800 au plus fort du mouvement. Et quand ils n'occupent pas leur lycée, la majorité des élèves ne se rend tout simplement pas aux cours.

²² Il s'agit de la première occupation d'un bâtiment officiel, lors de ces luttes. La mairie est utilisée pour envoyer des télégrammes et fax exigeant la libération immédiate de tous les manifestants appréhendés, aux journaux locaux, nationaux, au ministère de l'Intérieur, à quelques télévisions, et même au président de la République.

²³ L'occupation de l'ASOEE a joué un rôle fondamental en décembre. La plupart des textes intéressants proviennent des discussions qui s'y déroulent. Elle constitue un véritable épice de la lutte. C'est aussi à l'ASOEE que l'occupation est la plus massive. C'est de là que seront lancés, après discussion, les mots d'ordre appelant à « *étendre et enraciner* » la lutte.

négociation face au risque que les exploités bloquent la production : « Ils savent très bien (les patrons syndicaux, les intermédiaires, les charognards qui tournent autour des conflits) que la route pour la généralisation d'une insurrection passe par le champ de la production – à travers l'occupation des moyens de production de ce monde qui nous écrase... »²⁴

Comme d'autres, ces compagnons ont saisi que si l'on veut porter plus loin le rejet des institutions et de l'Etat il faut maintenant toucher le Capital en son cœur et trouver un moyen d'entraver l'intouchable et vital processus de valorisation : bloquer la production en arrêtant le travail. Car la relative paix sociale qui continue à régner sur les lieux de travail est maintenant perçue par beaucoup comme un énorme obstacle au développement de la lutte de classe.

Autre reflet de cette volonté générale d'élargir la lutte en cours, du côté des lycéens cette fois, les amis d'Alexis dénoncent cette même paix sociale et appellent à la généralisation en interpellant leurs parents, en leur demandant « pourquoi ils ne sortent pas dans la rue ? », dans un tract distribué ce mardi 9 décembre, lors des funérailles de leur camarade :

Nous voulons un monde meilleur. Aidez-nous. Nous ne sommes pas des terroristes, des encagoulés, des « connus-inconnus ».

NOUS SOMMES VOS ENFANTS.

Nous avons des rêves. Ne tuez pas nos rêves. Nous avons de l'élan. Ne stoppez pas notre élan. SOUVENEZ-VOUS.

Un temps, vous étiez jeunes aussi. Maintenant vous cherchez de l'argent, vous n'êtes intéressés qu'à la vitrine, vous avez pris du poids, vous avez perdu vos cheveux.

ET VOUS AVEZ OUBLIE.

Nous attendions votre soutien. Nous attendions votre attention. Nous pensions que nous allions être fiers de vous - pour une fois.

EN VAIN

Vous vivez des vies fausses, la tête baissée, vous êtes aliénés, soumis au système...

Vous jetez l'éponge et vous attendez le jour de votre

mort. Vous n'avez plus d'imagination, vous ne tombez plus amoureux, vous ne créez pas. Vous vendez seulement et vous achetez. De la marchandise partout.

L'AMOUR ET LA VERITE ? NULLE PART.

Où sont les parents ?

Où sont les artistes ?

Pourquoi ne sortent-ils pas dans les rues ?

AIDEZ-NOUS, NOUS LES ENFANTS.

P.S. : Et arrêtez les bombes lacrymogènes.

NOUS pleurons tout seuls.



A ce tract répond quelques jours plus tard une « Lettre aux étudiants », signée « Des prolétaires », qui témoigne de la difficulté pour les travailleurs solidaires du mouvement de quitter leur lieu de travail dans un contexte où la paix sociale domine encore globalement le monde de l'entreprise. La perspective révolutionnaire exige le blocage de la production là où l'on se trouve, mais le rapport de forces empêche les prolétaires au travail de passer à l'acte, comme

l'exprime le tract ci-dessous lorsqu'il constate : « nous sommes prisonniers du travail... » :

Notre différence d'âge et l'indifférence générale rendent difficile la discussion dans la rue ; c'est pourquoi nous vous envoyons cette lettre.

La plupart d'entre nous ne sommes pas encore devenus chauves ou bedonnants. Nous avons fait partie du mouvement de 1990-1991 dont vous avez dû entendre parler. Tandis que nous occupions nos écoles depuis 30/35 jours, les fascistes tuèrent un enseignant parce qu'il avait outrepassé son rôle (qui était d'être notre gardien) et nous avait rejoints dans notre combat, passant de l'autre côté. Alors beaucoup d'entre nous rejoignirent la rue et ses émeutes. Bien que nous chantions à l'époque « Brûlons les commissariats ! », nous n'envisagions même pas ce que vous faites si facilement aujourd'hui, à savoir les attaquer.

Ainsi, vous nous avez dépassés, comme il arrive toujours au cours de l'histoire. Bien sûr, les conditions sont différentes. Dans les années '90, ils nous firent miroiter des perspectives de « succès personnel » et quelques-uns parmi nous eurent la bêtise d'y croire. Mais aujourd'hui, qui peut croire ces sinistres contes de fées ? A l'instar du mouvement étudiants de 2006/2007, vous leur redéguetez en pleine face leurs mensonges. Ce n'est qu'un début.

²⁴ Extrait de « Nous sommes ici, nous sommes partout, nous sommes une image du futur », assemblée d'occupation de l'ASOEE. Texte original : http://athens.indymedia.org/front.php3?lang=en&article_id=946608

Mais maintenant les bonnes mais difficiles questions se posent.

(...)

N'ayez pas peur de la nouveauté. Chacun de nous en vieillissant a des idées gravées dans le cerveau. Vous aussi, bien que vous soyez jeunes. N'oubliez pas cela. En 1991, nous avons senti l'odeur du nouveau monde et l'avions trouvé nauséabonde : on nous apprenait qu'il y a des limites à ne pas dépasser, que les destructions d'infrastructures ou les vols dans les supermarchés ne seraient pas tolérés... Or, nous avons produit tout cela, donc c'est à nous. De même que nous dans le passé, vous avez été élevés pour produire des choses qui ensuite ne vous appartiennent plus. Reprenons tout cela et partageons-le dans l'amitié et l'amour.

Nous nous excusons d'avoir écrit cette lettre un peu rapidement, mais nous l'avons écrite sur notre temps de travail à l'insu de notre patron. Nous sommes prisonniers du travail comme vous l'êtes de l'école...

Nous allons maintenant mentir à notre patron et quitter notre boulot de merde sous un faux prétexte pour vous rejoindre à Syntagma, les pierres à la main.

Des salariés - 16 décembre 2008

Les différents témoignages de camarades, les discussions, les écrits vont tous dans le même sens : l'explosion initiale qui, sur 3 jours, s'est étendue et amplifiée exige maintenant un saut de qualité. Généraliser le mouvement est ressenti par tous comme une nécessité. C'est ce qu'expriment les camarades occupant l'ASOEE qui appellent à une « *transformation du système de déréglementation en une révolution sociale* », c'est ce que souhaite l'appel « *des salariés* » aux travailleurs d'Athènes pour qu'ils quittent leur travail et rejoignent le mouvement « *les pierres à la main* », c'est également ce que sous-tend le mot d'ordre demandant d'« *étendre et enraciner* » le mouvement dans les quartiers... Les « *amis d'Alexis* » aussi clament ce désir de voir s'élargir la lutte du prolétariat : « *Où sont les parents ? Où sont les artistes ?* ».

Et surtout, pourquoi tous ceux qui travaillent dans les entreprises, dans les usines, dans les bureaux ne font-ils pas grève ? Pourquoi ne nous rejoignent-ils pas dans la rue ? La question est évidemment déterminante dans la perspective d'un approfondissement de la lutte de classe.

Jusqu'à présent, la force du mouvement a résidé dans le fait qu'il ne revendique rien de particulier, *ce qui revient pratiquement à exiger tout*. Pas de demandes de réforme ou de changement de gouvernement. Pas de médiation, pas de négociation. Impossible pour l'Etat de « *gérer* » les protestations et donc de les récupérer et de les annuler. Comment *gérer* les attaques sauvages de commissariats, les destructions ou occupations de bâtiments de l'Etat,

des pillages de magasins ? Le refus de toute discussion avec l'ennemi de classe exprime cette conscience de plus en plus claire qu'il n'y a rien à attendre du capitalisme, qu'aucun « *avantage matériel* » ne comblera jamais le néant de nos vies. Et donc le désir d'autre chose, d'un autre monde, d'une autre vie apparaît toujours plus fortement comme alternative à ce monde mortifère. « *Eux ils détruisent notre vie, nous, on va tout détruire pour reprendre nos vies en main* » ont écrit des mains anonymes sur les murs d'Athènes. On ne peut être plus clair sur le sens des assauts aux commissariats, banques et supermarchés. Cette détermination à « *tout détruire* » a également impliqué, pour tous ceux qui y ont participé, une rupture avec le rôle social qu'on leur demande d'assumer en temps de paix sociale : le lycéen cagoulé qui part à l'assaut des commissariats cesse d'être un jeune étudiant discipliné qui se prépare au travail, le chômeur et le précaire qui jettent des cocktails Molotov sur les banques cessent d'être les perpétuels otages silencieux d'une allocation de survie, l'immigré qui fête la récupération d'un lecteur de Dvd arraché à une vitrine cesse d'être l'étranger docile en attente d'intégration à la nation grecque. Plus largement, c'est chaque rôle social qui tend à être remis en question. Les parents, par exemple, même s'ils n'ont que rarement participé au mouvement, n'ont rien fait pour empêcher leurs enfants de se rendre aux manifestations, ce qui est déjà un pas vers une rupture plus profonde avec le rôle de surveillant familial qui leur est attribué par l'Etat. Plus étonnant, certains flics eux-mêmes ont commencé à se poser des questions sur leur fonction, tel ce policier grec interviewé par un journal français qui déclare : « *Je me demande si je ne serais pas mieux dans mon village, où je pourrais reprendre l'élevage des moutons et vivre tranquille ; surtout, je n'aurais plus ce sentiment de honte qui me ronge* » (Le Figaro, 22/12/2008)²⁵.

Et la question est là en ce début décembre: les travailleurs qui ont un boulot stable et un salaire assuré sont-ils capables eux aussi de contester la fonction sociale qui leur est attribuée, de refuser le rôle de producteur de plus-value qu'on leur demande d'assumer quotidiennement en échange d'un salaire ? Jusqu'ici rares sont ceux qui ont fait le pas.

La raison principale en est que le prolétariat reste encore trop fermement attaché à toute une série d'illusions sur le capitalisme et l'avenir que celui-ci

²⁵ *Décembre 2008* a tellement déstabilisé la société grecque que la bourgeoisie a désormais du mal à dresser des prolétaires contre d'autres. En septembre 2009, le nombre de postulants à une place de policier s'est véritablement effondré par rapport aux années précédentes.

lui promet. Ou pour le dire autrement, l'ensemble des forces réformistes – des partis de gauche aux syndicats en passant par les gauchistes extra-parlementaires- tiennent encore trop facilement les rênes du monde du travail et empêchent tout débordement. Cette social-démocratie de toujours, qui ne fait rien d'autre que proposer un programme capitaliste acceptable pour les ouvriers, a poussé les travailleurs sur lesquels elle monte la garde à ignorer, voire à se désolidariser de ce qui se passait dans la rue. Un petit arrêt de travail par-ci (branche par branche, et surtout pas le même jour), une manifestation-promenade par là (qu'on convoque, puis annule, puis reconvoque) pour berner les yeux crédules de tous ceux qui la suivent, et le tour est joué. Une trop grande partie de notre classe leur est encore soumise et continue à se rendre au turbin comme si de rien n'était.

Avec quelques camarades, dans un tract distribué principalement à Athènes, ce même 4^{ème} jour de lutte, nous avons voulu insister sur le rôle particulier des forces qui contrôlent les prisonniers du travail, voici la traduction de ce tract :

CE N'EST PAS ASSEZ !

Pour répondre à l'assassinat de l'un des nôtres par les flics, nous avons :

- manifesté notre haine et notre rage, c'est bien, mais ce n'est pas assez !
- attaqué des commissariats, des mess d'officiers, des préfectures...
- c'est bien, mais ce n'est pas assez !
- brûlé les banques, c'est bien mais ce n'est pas assez !
- pillé les magasins et les hôtels de luxe, c'est bien mais ce n'est pas assez !
- détruit des bâtiments de l'Etat, c'est bien mais ce n'est pas assez !

POUR ALLER PLUS LOIN, ROMPONS AVEC TOUS NOS ENNEMIS :

- avec ceux qui nous appellent à manifester pacifiquement une bougie à la main (Pasok et syndicats)
- avec ceux qui nous traitent de hooligans (Staliniens)
- avec ceux qui disent être avec nous sans être de notre côté (Syriza et tous les gauchistes)
- avec ceux qui sont la parole officielle de l'Etat (journaux, télévision, radio, etc)
- avec toutes les fractions bourgeoises qui n'ont qu'un seul mot d'ordre en bouche : la loi, le travail, l'ordre et la démocratie.

POUR ALLER PLUS LOIN, ORGANISONS LA LUTTE :

- Ne nous enfermons pas dans notre quartier, ville, pays

- Organisons-nous en réseau pour coordonner toutes nos actions
- Tirons des leçons de ces derniers jours pour dépasser nos faiblesses
- Etendons la lutte sociale à tous les secteurs car la misère touche tous les prolétaires.

La peur doit changer de camp

*Des Encagoulés, des Hooligans sociaux
Athènes, 9 décembre 2008*

Après les trois premières journées de lutte, le mouvement a donc cherché à s'étendre dans les quartiers à travers les occupations et à se généraliser en essayant d'impliquer le prolétariat pacifié sur son lieu de travail.

Les occupations ne pouvaient à elles seules compenser l'absence d'une relève de la part de tous ceux qui travaillent. Or, les jours suivants le confirment, cette relève ne vient pas. Cela pèsera lourd sur la suite et favorisera le reflux (provisoire) du mouvement. C'est ce qui va donner du poids au bavardage démobilisateur. Peu à peu, les occupations vont se perdre dans l'assemblée, cette reproduction des mécanismes politico-démocratiques propres au mode de domination de nos ennemis qui se caractérise par la paralysie graduelle de toute initiative organique agissant dans un sens révolutionnaire au profit d'infinies discussions cadencées par de tout aussi démobilisatrices séances de mains levées.



L'Etat tue
Votre silence l'arme !

Alors que jusqu'à mardi le mouvement avait été conquérant, maintenant il commence à reculer.

Quant aux « *prisonniers au travail* », les forces réformistes semblent globalement réussir à les garder sous contrôle et à les tenir à l'écart de la lutte. La subordination au mirage capitaliste n'est évidemment pas fort différente des illusions qu'une partie importante de notre classe continue à entretenir, partout dans le monde sur le futur que le Capital peut lui assurer, des illusions basées sur la croyance en un sauvetage individuel face à un désastre capitaliste qui nous frappe collectivement. Le constat n'est évidemment pas spécifique à la Grèce. La croyance en une sauvegarde personnelle est partout pareille. Le complément au mirage du sauvetage individuel est évidemment le fait d'abandonner sa force aux syndicats et/ou partis pour qu'ils négocient notre

survie tout en maintenant l'exploitation.

Comment élargir le mouvement, bloquer la production, et généraliser l'assaut contre l'Etat capitaliste, si les travailleurs ne rejoignent pas la lutte et restent coincés dans les mâchoires doubles de ceux qui les soumettent au chantage du salaire – le patronat- et de ceux qui les disciplinent au travail – les syndicats.

C'est contre cette défaite qui s'annonce que certains insurgés vont progressivement envisager de s'attaquer directement aux institutions qui empêchent la lutte de classe d'aller plus loin : ils commencent sérieusement à réfléchir à la possibilité d'occuper le siège central de la Confédération Générale des Travailleurs grecs (GSEE), la CGT grecque, à Athènes.

« Si, dans une grande usine, entre le 16 et le 30 mai [1968 NDR], une assemblée générale s'était constituée en Conseil détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucrates, organisant son autodéfense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi aurait pu porter le mouvement tout de suite à la lutte finale dont il a tracé historiquement toutes les directives. Un très grand nombre d'entreprises auraient suivi la voie ainsi découverte. Immédiatement, cette usine aurait pu se substituer à l'incertaine et, à tous égards, excentrique Sorbonne des premiers jours, pour devenir le centre réel du mouvement des occupations: de véritables délégués des nombreux conseils existant déjà virtuellement dans certains bâtiments occupés, et de tous ceux qui auraient pu s'imposer dans toutes les branches de l'industrie, se seraient ralliés autour de cette base. Une telle assemblée eut pu alors proclamer l'expropriation de tout le capital, y compris étatique; annoncer que tous les moyens de production du pays étaient désormais la propriété collective du prolétariat (...) et en appeler directement (...) aux travailleurs du monde entier pour soutenir cette révolution. »

Guy Debord, « Le commencement d'une époque » sept 1969.



4. « Oui à la lutte des classes. Non au syndicalisme » (slogan peint sur les murs d'Athènes)

**Mercredi 10 décembre 2008 –
cinquième jour**

Mercredi 10 décembre est la journée que les syndicats avaient décrété « *journée de grève générale de 24 heures* ». Elle avait été programmée depuis un mois pour protester contre le budget gouvernemental. Cette journée de carnaval syndical consistait à balader les syndiqués pendant quelques heures dans les rues de la ville pour leur faire croire qu'ils « luttent » ainsi contre un énième plan d'austérité, qui sera de toute façon accepté par les syndicats. Vu la situation agitée des dernières journées, la veille, le secrétaire général du syndicat de la GSEE avait tenu à rassurer le premier ministre dans une lettre affirmant que les diverses mobilisations syndicales allaient « *se dérouler de manière tout à fait pacifique* » et que le syndicat avait un service d'ordre parfaitement capable de maintenir la paix sociale²⁶.

La manifestation regroupe à peine 7000 personnes à Athènes (4000 à Thessalonique), ce qui n'est rien pour une mobilisation syndicale puisqu'en d'autres occasions ces organisations ont pu rassembler des centaines de milliers de personnes. Il était clair aux yeux de tous que le syndicat avait tout fait pour décourager les prolétaires encore emprisonnés sur leurs lieux de travail de venir rejoindre dans la rue les émeutiers qui avaient si durement attaqué l'Etat et la propriété privée les jours précédents. Preuve de la parfaite entente avec le gouvernement, la manifestation se traîne lamentablement et sans incidents sur les boulevards centraux de la capitale, puis se disloque dans une tranquillité et une indifférence complète. Malgré la situation de lutte de classe généralisée, aucun affrontement n'a lieu alors que depuis samedi soir, chaque manifestation était l'occasion de combats violents avec les forces de l'ordre.

Surfant sur ce carnaval syndical, les groupes gauchistes de l'opposition extra-parlementaire organisent des meetings et conférences dans les universités occupées pour convaincre les exploités qu'il manque un contenu « politique » à ces émeutes urbaines, ils cherchent à imposer des propositions visant à réformer et non à détruire le rapport social. Leur fonction est de briser, à travers la mise en avant de toute une série de revendications partielles, l'unification comme classe que le mouvement tendait à réaliser dans la lutte. Pour donner une idée des tentatives de désorganisation de ces forces signalons l'initiative d'une de ces officines gauchistes qui ne

trouve rien de mieux que de proposer aux émeutiers de « politiser » leur rassemblement autour de la revendication d'une « baisse du taux hypothécaire ».

Ce mercredi 10 décembre, jour de « grève générale » n'est finalement rien d'autre qu'une tentative d'enterrer la lutte de la part des forces syndicalistes et gauchistes.

Dans un contexte où le prolétariat a pris conscience de sa véritable force dans la lutte des jours précédents, la parade syndicale de ce 10 décembre a certainement contribué à inciter toute une série d'insurgés plus radicaux à organiser l'occupation de la GSEE dans la perspective de faire pression pour que le « monde du travail » rejoigne le mouvement social en cours. Des militants du syndicalisme de base, mécontents d'une direction syndicale qu'ils jugent eux aussi trop molle, entendent répondre à cette aspiration en appelant, lors de cette même manifestation, à une « véritable journée de grève » pour le 18 décembre prochain. L'illusion que ces forces « de base » véhiculent sur le syndicalisme fera qu'elles se retrouveront dans l'occupation de la GSEE, non pas comme semble le signifier l'action en elle-même, pour appeler à détruire cet organisme profondément réactionnaire, non pas pour encourager les exploités à s'organiser en dehors de cette institution fondamentale de l'Etat bourgeois, mais pour soutenir la « véritable journée de grève » qu'elles ont décrétée²⁷.

²⁶ Le gouvernement laisse ses collègues de l'opposition syndicale distraire le mouvement avec leurs habituelles carottes et achève la manœuvre en préparant les matraques : des contacts sont pris pour obtenir une assistance policière de l'étranger. La presse grecque indique que le gouvernement cherche plus particulièrement le soutien de la France dont les forces de police ont fait leurs preuves lors des émeutes de banlieues.

²⁷ La « véritable grève générale » programmée pour le 18 décembre finira en pétard mouillé, autour d'une petite manifestation et quelques heures d'arrêt de travail dans certains secteurs, preuve supplémentaire qu'un véritable blocage de la production –si tant est que leur intention allait jusque là- ne se décrète pas, quand bien même ceux qui la proclament occupent les bâtiments des « *bureaucrates syndicaux* » qu'ils dénoncent.

Du jeudi 11 au mardi 16 décembre 2008 – du sixième au onzième jour

Une semaine va s'écouler avant que ne soit prise la décision d'occuper le bâtiment syndical de la GSEE. Une semaine durant laquelle des affrontements avec la police seront recensés à Athènes, Thessalonique, dans les 3 grandes villes de Crète (Héraklion, Chania et Réthimnon), Ioannina, Agrinion, Patras, Komotini, Larissa, Trikala, Corfou, Lesbos, etc. C'est dire s'il s'en passent des choses entre le jeudi 11 et le mardi 16 décembre, journée au cours de laquelle sera décidée l'occupation de la GSEE. Dans tous le pays, aux « habituelles » manifestations de rues qui finissent inmanquablement par s'en prendre aux forces de l'ordre, aux banques, aux magasins, s'ajoutent les attaques de commissariats ou de palais de justice.

Des boîtes d'intérim, des chambres d'industrie, des ministères sont saccagés. Des prises de parole sauvages ont lieu lors de diverses occupations de chaînes de radio et de télévision. Certains s'emparent du micro des sonos installées pour les fêtes de Noël et de fin d'année et distillent des messages subversifs et/ou font connaître leur lutte. Un discours télévisé du premier ministre (le mardi 16 décembre) est interrompu par une cinquantaine de personnes qui brandissent des calicots en direct sur lesquels on peut lire : « *Arrête de regarder la télé et sors dans les rue* » et « *Libération immédiate de tous les emprisonnés du soulèvement* ». La prison de Korydallos est à nouveau l'objet de manifestations. Des rassemblements ont lieu dans des centres commerciaux. Des appels à la mémoire internationale des victimes de la répression sont lancés²⁸. Bref, si le mouvement hésite sur le *comment continuer*, il ne baisse pas les bras pour autant, même si tout le monde s'accorde sur le fait que la répétition quotidienne de ces actions implique un nombre décroissant de révoltés.

Jeudi 11 décembre, à l'initiative d'un groupe *anarchiste* local, aidé par certains employés de la mairie, des prolétaires occupent la mairie de Aghios Dimitrios, dans la banlieue sud d'Athènes et la transforment, selon leurs propres termes, en « assemblée populaire ». La mairie occupée de

Aghios Dimitrios sera pour quelques jours un lieu de rassemblement et d'organisation, en lien permanent avec les émeutes. A Athènes, une autre occupation a lieu dans un autre quartier, à Halandri, au nord de la capitale, dont nous avons parlé en introduction. Les occupants transformeront cet ancien Hôtel de Ville, dédié maintenant à la « promotion de la citoyenneté » sous les auspices du Ministère de l'Intérieur, en un lieu de rencontre et de lutte. L'occupation de bâtiments publics n'est pas une première dans les luttes en Grèce. Régulièrement, universités, usines et lycées sont occupés, mais c'est la première fois que l'on s'en prend à des mairies, à des préfectures. L'idée d'occuper les bâtiments de la GSEE est aussi discutée par des insurgés participant aux occupations des mairies de Aghios Dimitrios et de Halandri.

Par ailleurs, ce jour-là, 21 commissariats sont bombardés de pierres, de sacs poubelles et d'oranges. La prison de Korydallos, la mairie de Kalithea et le bâtiment central de la police du Pirée, le port d'Athènes, sont également l'objet de manifestations.

De leur côté, les ennemis de la révolution s'activent également. La propagande d'Etat insistant pour diviser le mouvement entre *bons étudiants et gentils lycéens*, d'une part, et *dangereux encagoulés et immigrés pillards*, de l'autre, se renforce dans le milieu de l'information via un matraquage incessant. Sur le terrain quotidien des manifestations, les forces de gauche rivalisent dans le travail de sape du mouvement. Le KKE –le Parti Communiste Grec– accuse les émeutiers de travailler pour « *de sombres forces étrangères* » et appelle à se tenir loin des émeutiers. Le SYRIZA (équivalent du NPA français réuni au Front de Gauche) par l'intermédiaire d'Aleku Alavanou, son président, applaudit « *tous ceux qui participent aux luttes mais sans cagoules* ». A Thessalonique, dans l'université occupée a lieu une confrontation entre des prolétaires qui veulent continuer l'affrontement et certains étudiants gauchistes qui veulent les arrêter. A Athènes, quelques syndicalistes appellent à une manifestation et occupent un moment les bâtiments de l'association des avocats pour dénoncer le défenseur du flic qui a assassiné Alexis, et qui répand des calomnies dans la presse à son encontre. C'est à cette occasion que, profitant de l'absence des étudiants partis rejoindre cette manifestation, les staliniens du KKE tentent de reprendre l'université de Sciences Politiques de Panteion, ainsi que la faculté de philosophie, avec pour objectif déclaré d'empêcher son occupation (ils n'y parviendront pas). Toujours du côté du parti de l'ordre, la gauche et ses alliés syndicalistes tentent, mais très timidement encore, d'enfermer la colère sociale dans des revendications telles « *le désarmement des unités spéciales de la police* » ou le « *retrait des lois anti-terroristes* ».

²⁸ « *Nous n'oublions pas, nous ne pardonnons pas !* », appel lancé le vendredi 12 décembre par les occupants du Polytechnique « *...pour des actions de résistance en mémoire de toute la jeunesse assassinée, des migrants et de tous ceux qui doivent combattre contre les laquais de l'Etat en Europe et dans le monde [...] Nous n'oublions pas nos frères et nos sœurs, nous ne pardonnons pas leurs meurtriers.* »

Samedi 13 décembre, en fin d'après-midi, un bâtiment du Ministère des Travaux publics est attaqué et incendié par 200 manifestants. Le soir, une nouvelle manifestation rassemble 600 personnes à l'endroit où Alexis a été assassiné. Le cortège, rejoint par de nombreux passants, se déplace dans le centre d'Athènes attaquant des banques et des magasins.

Dimanche 14 décembre 2008, quatre stations de radios sont occupées et des communiqués sont lus appelant à la solidarité avec les émeutiers emprisonnés et à l'extension du soulèvement. Des manifestants se réunissent une nouvelle fois sur le lieu de l'assassinat d'Alexis suite à un appel des habitants du quartier. Place Syntagma, un nouvel arbre de Noël est érigé, symbole pour l'Etat d'un retour à la normale. Les jours suivants, plusieurs tentatives sont faites pour l'incendier à nouveau, comme pour montrer que la lutte n'est pas éteinte.

Mardi 16 décembre 2008 – onzième jour

Une semaine est maintenant passée depuis les 3 premières journées de lutte, journées au terme desquelles chacun avait perçu, en cet instant fragile où l'élan initial fait place à une sorte de flottement, l'importance d'élargir le mouvement et d'appeler tous ceux qui travaillent à rejoindre le combat. Les occupations de bâtiments publics qui ont suivi ces premières journées, les appels à « *étendre et enraciner* » le mouvement dans les quartiers, n'ont pas vraiment atteint leur objectif. Nous sommes maintenant dans la seconde semaine de lutte et certaines minorités, portées par l'expérience d'un mouvement social qui vient de vérifier le peu d'entrain du syndicat à faire descendre des prolétaires dans la rue, décident de s'attaquer directement aux institutions qui empêchent la lutte de classe de s'approfondir.

Un *petit syndicat* lance une invitation à se réunir à l'université Polytechnique afin d'organiser l'occupation des bâtiments centraux de la GSEE. Soixante-dix personnes répondent à l'appel : il y a des représentants d'autres *petits syndicats*, ainsi que des camarades participant à la vie de certains *steki* (tel celui bien connu à Athènes de la villa Amalias) ; à cette convocation se rendent également les occupants des mairies de Aghios Dimitrios et de Halandri et quelques autres compagnons n'appartenant à aucune organisation spécifique.

GSEE, petits syndicats, *steki*... quelques explications s'imposent pour comprendre ce qui se joue en termes politiques. Le *steki* désigne une forme d'associationnisme qui a cours en Grèce.

Ce mot impossible à traduire en français, désigne avant tout un lieu, un endroit de rencontre régulière où se croisent des prolétaires socialement actifs dans leur quartier. C'est un lieu ouvert où l'on se retrouve pour *discuter politique* et boire un verre, mais aussi pour écrire un tract et organiser sa diffusion, préparer un collage d'affiche, un chaulage, la participation ou l'appel à telle ou telle manifestation. Le *steki* est parfois un bistrot, parfois un banc dans un parc ou encore un local squatté ou loué. C'est au sein d'un *steki*, ce niveau élémentaire d'associationnisme prolétarien, que s'est organisée, par exemple, l'occupation des deux mairies dont nous avons parlé précédemment.

La GSEE, autrement dit la Confédération Générale des Travailleurs grecs, est le grand syndicat historique en Grèce, depuis le début du 20^{ème} siècle. Rouage fondamental de l'Etat pour discipliner les ouvriers face au Capital, sa fonction est dans la nature même du syndicat : ramener la lutte pour l'abolition du salariat à une lutte pour la négociation de la marchandise force de travail ; remplacer la grève sauvage par des arrêts de travail légaux ; noyer les intérêts de notre classe dans le corporatisme ; vider l'associationnisme ouvrier de toute substance révolutionnaire ; récupérer la direction des luttes pour les saboter... en résumé, transformer la lutte de classe en *conciliation de classe*. Le concurrent de la GSEE dans cette désorganisation du prolétariat est le PAME, un syndicat directement inféodé aux staliniens du PC. Enfin, l'ADEDY est l'autre grand syndicat grec regroupant uniquement les fonctionnaires. Plus à gauche, se trouve toute une série de petits syndicats ou de corporations qui, depuis quelques années, tentent d'encadrer les salariés au statut plus précaire. En leur sein, se côtoient pêle-mêle toutes sortes d'idéologies critiquant les grandes centrales syndicales mais justifiant le syndicalisme, cette maladie corporatiste du prolétariat. Plutôt que de dénoncer ouvertement le flicage social qui caractérise les grands syndicats officiels tels la GSEE ou l'ADEDY, ce



syndicalisme de base exerce une pression « combative » sur ses flancs et lui redonne ainsi une crédibilité en véhiculant auprès de ses adhérents l'illusion que cet organe de conciliation de classe pourrait se transformer en un véritable organe de lutte. Ces *petits syndicats* encadrent des exploités au statut très précaire, et donc souvent très combattifs, parce qu'ils ont aussi moins d'attaches directes avec tous les mécanismes de pacification sociale qui enrégimentent et freinent les travailleurs fixes : primes d'ancienneté, approche de la pension, peur du licenciement, avantages divers...

Ce n'est donc pas un hasard si ce mardi 16 décembre, ce sont précisément trois de ces *petits syndicats* qui proposent l'occupation de la GSEE. On l'a vu plus haut, frustrés par l'absence de combativité émanant de la direction de la GSEE lors de la grève générale du 10 décembre, ces *petits syndicats* avaient lancé un appel à une « vraie grève générale » pour le jeudi 18 décembre. Un mot d'ordre que les grandes centrales syndicales ne relayent évidemment pas. Ils entendent donc utiliser l'occupation du bâtiment de la GSEE pour forcer les grands syndicats à soutenir leur appel et veulent dénoncer un peu plus, en cas de refus –et selon leur idéologie « de base »- la *bureaucratie syndicale*.

Mais pour d'autres participants, le projet d'occupation rejoint plus directement les préoccupations révolutionnaires qui ont revu le jour en quelques semaines : il s'agit de dénoncer le syndicat comme saboteur de la lutte, comme obstacle au développement du mouvement en cours, ce que reflète d'ailleurs un mot d'ordre (ré)apparu sur les murs d'Athènes : « *Oui à la lutte des classes. Non au syndicalisme* ».

En tout cas, que leurs préoccupations soient syndicalistes ou révolutionnaires, les soixante-dix personnes présentes lors de cette discussion au Polytechnique décident d'occuper, dès le lendemain matin, les locaux de la GSEE. Elles expliquent leur action dans un tract tiré sur les presses de l'ASOEE, la faculté des sciences économiques occupée :

« Depuis le bâtiment libéré de la GSEE. Nous déterminerons notre histoire nous-mêmes ou nous la laisserons être déterminée sans nous. »

Nous, travailleurs manuels, employés, chômeurs, intérimaires et précaires, locaux ou migrants, ne sommes pas des téléspectateurs passifs. Depuis le meurtre d'Alexis Grigoropoulos, samedi soir, nous participons aux manifestations, aux affrontements avec la police, aux occupations du centre ville comme des alentours. Nous avons dû maintes et maintes fois quitter le travail et nos obligations quotidiennes pour descendre dans les rues aux côtés des lycéens, des étudiants et des autres prolétaires dans la lutte.

NOUS AVONS DECIDE D'OCCUPER LE BATIMENT DE LA CONFEDERATION GENERALE DES TRAVAILLEURS DE GRECE (GSEE)

Pour le transformer en un espace de libre expression et un point de rendez-vous pour les travailleurs.

Pour dissiper les mythes encouragés par les médias sur l'absence des travailleurs dans les affrontements, et sur le fait que la rage de ces derniers jours ne serait que l'œuvre de quelques « 500 encagoulés » (kookoulofori), « hooligans », ou sur d'autres histoires farfelues, alors que dans les journaux télévisés les travailleurs sont présentés comme des victimes de ces affrontements, et alors que la crise capitaliste en Grèce et dans le monde mène à d'innombrables licenciements que les médias et leurs dirigeants considèrent comme un « phénomène naturel ».

Pour démasquer le rôle honteux de la bureaucratie syndicale, dans le travail de sape mené contre l'insurrection, mais aussi d'une manière plus générale. La Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE), et toute l'intégralité de la machinerie syndicale qui la soutient depuis des dizaines et des dizaines d'années, sape les luttes, négocie notre force de travail contre des miettes, perpétue le système d'exploitation et d'esclavage salarié. L'attitude de la GSEE mercredi dernier parle d'elle-même : la GSEE a annulé la manifestation des grévistes pourtant programmée, se rabattant précipitamment sur un bref rassemblement sur la place Syntagma, tout en s'assurant simultanément que les participants se disperseraient très vite, de peur qu'ils ne soient infectés par le virus de l'insurrection.

Pour ouvrir cet espace pour la première fois, comme une continuation de l'ouverture sociale créée par l'insurrection elle-même, espace qui a été construit avec notre contribution mais dont nous avons été jusqu'ici exclus. Pendant toute cette année nous avons confié notre destin à des sauveurs de toute nature, et nous avons fini par perdre notre dignité. Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités, et cesser de faire reposer nos espoirs dans des leaders « sages » ou des représentants « compétents ». Nous devons commencer à parler de notre propre voix, nous rencontrer, discuter, décider et agir par nous-mêmes. Contre les attaques généralisées que nous endurons. La création de collectifs de résistance « de base » est la seule solution.

Pour propager l'idée de l'auto organisation et de la solidarité sur les lieux de travail, de la méthode des comités de luttes et des collectifs de base, pour abolir les bureaucraties syndicales.

Pendant toutes ces années nous avons gobé la misère, la résignation, la violence au travail. Nous nous sommes habitués à compter nos blessés et nos morts, les soi-disant « accidents du travail ». Nous nous sommes habitués à ignorer que les migrants, nos frères de classe, étaient tués. Nous

nous sommes fatigués de vivre avec l'anxiété de devoir assurer notre salaire, de pouvoir payer nos impôts et de garantir une retraite qui maintenant ressemble à un rêve lointain.

De même que nous luttons pour ne pas abandonner nos vies dans les mains des patrons et des représentants syndicaux, de même nous n'abandonnerons pas les insurgés arrêtés dans les mains de l'Etat et des mécanismes juridiques.

**LIBERATION IMMEDIATE DES DETENUS
RETRAIT DES CHARGES CONTRE LES
INTERPELLES
AUTO-ORGANISATION DES TRAVAILLEURS
GREVE GENERALE »**

Le premier élément à souligner dans ce tract est que, pour la première fois depuis des décennies, des prolétaires se préparent à occuper le siège central du plus grand syndicat du pays; certains, dans le but déclaré de le désigner comme ennemi historique de notre classe; dans la pratique, cette proposition d'assaut au syndicat se fait sur le même plan et presque au même moment que les assauts menés contre les commissariats de police, contre les banques, contre les préfectures et mairies. Ce qui dans un sens est très fort. Il faut remonter loin dans l'histoire pour retrouver une telle assimilation des syndicats aux autres forces de l'ordre et de l'exploitation. La situation sociale n'est évidemment

pas la même, mais l'organisation de cette initiative contre les syndicats ravive inévitablement la mémoire des anarchistes, communistes et autres révolutionnaires allemands qui, autour de 1920, en totale opposition aux consignes de l'Internationale Communiste de Moscou (I.C.), appelèrent ouvertement le prolétariat à « *quitter les syndicats* » et les dénoncèrent comme « *un instrument direct, un bastion de l'Etat capitaliste... des organes pour réprimer la révolution* » (Interventions du KAPD²⁹ au 3^{ème} Congrès de l'I.C.), allant jusqu'à prôner leur destruction en acte et à attaquer leurs bureaux pour redistribuer aux prolétaires l'argent généreusement offert par l'Etat et ses patrons aux syndicats, afin que ces derniers garantissent la paix sociale. L'occupation de la GSEE est sans doute encore loin de porter de telles perspectives mais elle rappelle dans la pratique que ces dernières sont une nécessité incontournable de toute lutte. Le tract contient énormément de faiblesses -celles du mouvement lui-même- qui témoignent des contradictions existantes parmi les participants à l'occupation : d'un côté, on accuse le syndicat de saboter la lutte, mais de l'autre on propose d'abolir la seule « *bureaucratie syndicale* » en y opposant... un nouveau syndicalisme fait de « *collectifs de base* ». Mais le fait est là, pour la première fois depuis des décennies des producteurs en lutte s'attaquent aux syndicats qu'ils accusent de « *perpétuer le système d'exploitation et l'esclavage salarié* ».

5. « Nous avons décidé d'occuper l'immeuble de la GSEE... »

Mercredi 17 décembre 2008 - douzième jour

A 8 heures précises, une centaine de prolétaires se regroupent très discrètement dans une rue toute proche du siège de la GSEE. Deux d'entre eux s'approchent tranquillement de l'immeuble abritant la grande institution syndicale et sonnent à la porte. Mal réveillés et pas très nombreux à cette heure-là, les syndicalistes leur ouvrent et là –surprise !- une horde de prolétaires bien décidés s'engouffre dans le bâtiment. Immédiatement, les occupants dressent devant l'entrée des panneaux appelant à « *l'auto-organisation du prolétariat* » et déroulent depuis le toit un gigantesque calicot qui descend jusqu'au rez-de-chaussée, sur lequel ils ont écrit : « *Des accidents de travail aux meurtres de sang-froid, l'Etat et le Capital assassinent. Pas de poursuites. Libération immédiate de ceux qui ont été arrêtés. Grève générale. L'auto-organisation des travailleurs sera la tombe des patrons – Assemblée générale des travailleurs insurgés* ».

Tout en installant leur matériel, les camarades ont l'occasion de constater le luxe des locaux syndicaux, le bâtiment étant même équipé d'un très joli roof-

garden, à l'image des plus grands hôtels athéniens. Les insurgés sont rapidement maîtres de l'édifice, les quelques syndicalistes présents ayant préféré prendre discrètement la fuite. Les occupants se réunissent alors pour parfaire leur installation et faire connaître à l'extérieur leur joli coup. Le parc informatique du syndicat est utilisé pour contacter d'autres lieux occupés, ainsi qu'Indymedia, et leur demander de relayer l'information. Un site est

²⁹ Le Parti Communiste Ouvrier Allemand (KAPD) est l'organisation principale contre laquelle Lénine rédigea en 1921 « *Le gauchisme, maladie infantile du communisme* », une des œuvres les plus antirévolutionnaires du début du XX^{ème} siècle, distribuée partout dans le monde, un des seuls ouvrages « *bolcheviks* » que les nazis n'interdirent pas; une véritable entreprise de dénigrement des positions révolutionnaires qui reprendra en 1968 sous la houlette des partis maoïstes et trotskystes. Le KAPD s'oppose au parlementarisme, au syndicalisme, au partitisme et plus globalement aux habituelles perspectives politiques social-démocrates et réformistes. C'est ce qui lui vaudra à l'époque d'être rapidement expulsé de l'Internationale en voie de bolchévisation, et qui explique, aujourd'hui encore, les tentatives systématiques pour le reléguer aux oubliettes de l'histoire.

également créé pour faire connaître l'action. Quelques heures plus tard, vers 15 heures, 100 gros bras du syndicat arrivent devant le bâtiment avec la ferme intention d'en reprendre possession, par la force si nécessaire. Pour faire face à la menace, un rapide petit coup de fil est donné aux camarades qui occupent l'ASOEE, à deux pas de là, et une cinquantaine d'entre eux, bien équipés, quittent immédiatement l'université pour se diriger vers la GSEE en chantant des chants de solidarité. Impressionnés par l'arrivée de ces prolétaires bien décidés à défendre leurs camarades occupants, les syndicalistes ne demandent pas leur reste et s'en vont comme ils sont venus. Mais, ils ne renoncent pas à reprendre possession de leur immeuble. Ils rejoignent un autre bâtiment syndical situé un peu plus loin dans le même quartier, dans l'espoir de mobiliser ceux qui s'y trouvent. Peine perdue. Personne ne veut s'associer à leur initiative.



Occupation de la GSEE d'Athènes

Des accidents de travail aux meurtres de sang-froid, l'Etat et le Capital assassinent.

Pas de poursuites.

Libération immédiate de ceux qui ont été arrêtés.

Grève générale.

L'auto-organisation des travailleurs

sera la tombe des patrons.

Assemblée générale

des travailleurs insurgés.

Différentes raisons motivent cette réticence. D'abord, la détermination de ceux qu'on a vu se battre dans la rue ces dernières semaines est telle qu'elle en effraye plus d'un. La volonté et le savoir-faire dont ils ont fait preuve dans les affrontements avec les flics fait craindre aux syndicalistes d'avoir le dessous, et puis, il est vrai que la GSEE n'a pas un service d'ordre aussi solide que celui des staliniens du PAME. En plus, les syndicalistes savent que leurs locaux se trouvent dans l'épicentre du quartier des émeutes, tout près de l'ASOEE et du Polytechnique, les facultés occupées situées toutes deux dans le quartier d'Exarchia, réputé pour sa résistance aux forces de l'ordre, et qu'il ne faudrait donc pas longtemps pour mobiliser contre eux un nombre important d'éléments solidaires de l'occupation du syndicat. Mais, ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est d'être traités de la même façon que les innombrables banques et supermarchés auxquels notre classe a joyeusement mis le feu les jours précédents. Face à la réalité, au rapport de force dont témoignent ces éléments, les syndicalistes préfèrent abandonner momentanément leur projet de reprise de leur siège central par la force. Ils se contentent de rédiger un communiqué pour la presse précisant que l'occupation de leurs locaux n'a pas été organisée « par des travailleurs ».

L'action a réussi, la lutte a payé, une poignée de prolétaires bien organisés nargue l'ennemi syndical du haut de son propre édifice, le dénonçant pour ce qu'il est : un organe de l'Etat chargé de saboter les luttes et de tenir en laisse les exploités ; l'occupation interpelle en même temps tous ceux qui travaillent quant à leur participation au mouvement et donne tout son sens au mot d'ordre avec lequel l'appel à l'occupation de tous les édifices publics avait été proclamé : « L'Etat tue. Votre silence l'arme ». Un peu plus tard, plus d'un millier de personnes affluent vers l'immeuble de la GSEE, reconnaissant immédiatement cette action comme partie de leur lutte. Faute de place, la moitié d'entre eux est obligée de rester à l'extérieur. Les quatre étages sont pleins à craquer et la grande salle de réunion résonne déjà de vives discussions. Un appel à une manifestation et à une grève générale est lancé pour le lendemain matin. Tout le monde est d'accord, mais la discussion s'anime à propos des textes à mettre sur les calicots de la manifestation et sur la façon de manifester...

Et en effet, il y a de quoi discuter car un nouvel aspect de la lutte de classe va surgir ici. La ligne de démarcation entre les forces sociales en présence – force de révolution et force de conservation- va traverser la GSEE occupée, dans les pratiques et perspectives respectives que se donnent les protagonistes de l'action contre le syndicat. Le projet d'occupation lui-même s'est développé sur une terrible ambiguïté, dans la mesure où, comme nous l'avons décrit plus haut, des positions complètement antagoniques se retrouvent côte à côte.

D'un côté, il y a ceux qui travaillent à la réforme du syndicalisme, qui veulent le rendre plus « *combatif* », plus « *de base* », plus « *ouvrier* » et, de l'autre, ceux pour qui il n'y a d'autre solution que sa destruction révolutionnaire.

D'un côté, les 3 *petits syndicats* qui sont à l'initiative de l'action conçoivent l'occupation comme une simple dénonciation du sommet syndical, et plus particulièrement de son refus de lancer avec eux le mot d'ordre de *grève générale*³⁰. Dans la pratique, leur projet ne dépasse pas la vieille tactique léniniste reposant sur l'idée que si les chefs syndicaux (*centristes*, aurait dit Lénine) suivent les consignes « révolutionnaires » (ici de *grève générale*), ils renforcent numériquement le mouvement et s'ils refusent, ils se décrédibilisent aux yeux de tous. Cette *tactique*, qui renvoie toujours au lendemain la rupture avec les organisations contre-révolutionnaires, a de tout temps servi à désorganiser notre classe en lui laissant croire que le syndicat, ou tout autre organisme réformiste, peut contribuer au développement d'un mouvement subversif.

De l'autre côté, les insurgés -pour la plupart *sans-parti*- qui ont voulu participer à l'occupation saisissent l'assaut à la GSEE comme une possibilité d'élargir le mouvement, d'encourager son extension aux secteurs du prolétariat qui hésitent encore à rejoindre la lutte. Pour ces camarades, l'occupation des bâtiments centraux du syndicat doit s'opérer au même titre que les assauts à d'autres institutions bourgeoises comme les écoles, les universités, les mairies, les préfectures, les commissariats. Ils ne visent ni à redresser le syndicat, ni à impulser un « nouveau » syndicalisme ; ils dénoncent la GSEE pour ce qu'elle est : un ennemi du mouvement qui est en train de s'affronter à l'Etat. Ils entendent utiliser la dynamique créée par cette occupation pour appeler les exploités qui ne luttent pas encore à les imiter en occupant leurs lieux de travail et en paralysant la production.

Entre ces deux positions qu'un abîme de classe sépare, le seul véritable accord s'est effectué sur la fragile passerelle de la communauté d'action visant à vider la GSEE de ses occupants. Il était normal dès lors -et cela s'était déjà reflété dans la rédaction du tract annonçant l'occupation- que ces contradictions réapparaissent dès les premières décisions à prendre. Et la question du contenu des calicots ne sera pas la seule à poser des problèmes.

Ainsi, dans le contexte de l'occupation, les syndicalistes de base défendent une présence propre et respectueuse du bâtiment -sans doute une réminiscence du sacro-saint *respect de l'outil de travail* tant chanté par la grande famille syndicale. Pas de « négociation » et pas d'« assemblée générale souveraine » sur cette question : les syndicalistes de base ont verrouillé sans discuter



Occupation de la GSEE de Thessalonique

*Aucune confiance dans la GSEE
ni dans aucun parti.
Auto-organisation des comités de base.
Grève immédiate.*

toutes les portes intérieures du bâtiment pour éviter les dégradations et autres vols de matériels. Leur conception de ce que doit être la manifestation du lendemain est du même ordre : un défilé propre et bien encadré qui évitera le baston, certains syndicalistes de base allant jusqu'à suggérer de s'organiser de telle façon que « *lycéens et étudiants ne rentrent pas dans leur cortège* ». Cette dernière question est vivement contestée, les autres occupants s'insurgeant contre cette vision ouvriériste de la lutte, qui correspond non pas à une centralisation de la révolte en cours, mais à son sabotage pur et simple. C'est en effet une tactique syndicaliste classique que d'exploiter le prestige d'une action correspondant aux intérêts de la révolte -ici, l'occupation de la GSEE et sa dénonciation comme rempart de l'esclavage salarié- pour convaincre ensuite le mouvement de faire un pas en arrière. Dans la pratique, commissariats, banques, supermarchés sont la cible quotidienne des insurgés et, plutôt que de voir comment aller de l'avant dans l'offensive contre l'Etat, les syndicalistes proposent... de ramener la lutte à un défilé pacifique ! Cette tentative syndicaliste de domestication de la révolte ne passe pas et la grande majorité des occupants appelle à manifester le lendemain sous des mots d'ordre plus offensifs tels « *L'auto-organisation du prolétariat sera la tombe des bourgeois !* » et « *Si demain ça casse, et bien tant mieux !* ». Le mouvement tend à s'essouffler, nous l'avons souligné, mais l'occupation du syndicat

³⁰ Nous parlons ici en termes généraux, certains membres des petits syndicats ayant, dans le cours de la lutte, épousé des positions défendues par des camarades profondément anti-syndicalistes.

cherche précisément à le relancer en appelant à une extension de l'affrontement au Capital. Le millier de prolétaires venus soutenir l'occupation n'étaient pas là pour s'entendre dire, après deux semaines de luttes, qu'ils devaient gentiment rentrer dans les rangs.

Mais c'est ici que l'assembléisme accomplit ses pires ravages. Tout comme à Aghios Dimitrios et à Halandri, au lieu de concrètement rassembler ceux qui sont prêts à s'organiser pour poursuivre et élargir l'affrontement à l'Etat, les occupants les plus combattifs se laissent distraire par la *démocratie ouvrière* qui, à l'image du parlementarisme traditionnel, est basée sur le culte des majorités, ordonne des élections, chante le respect de la parole de chacun, organise un parlement, crée des rapports de forces, suscite les magouilles, charrie des non-dits, des sous-marins, des manipulations ... *mais à l'intention des ouvriers !* Au lieu d'assumer la *rupture* avec ce syndicalisme de base, qui vient de montrer son vrai visage à travers ses propositions démobilisatrices, au lieu de rassembler les compagnons qui prônent la lutte sur une base non syndicaliste et non ouvriériste, les occupants les plus radicaux se laissent paralyser par les discussions *ouvrières*. Le blabla des saboteurs syndicalistes monopolise l'attention de tous pendant des heures et des heures pour que finalement aucune décision ne soit prise. Certains insurgés, dont c'était peut-être la première véritable participation à une lutte, sortent évidemment complètement dégoûtés de cette expérience. Voilà concrètement le rôle de l'assembléisme et ce serait une erreur politique majeure de confondre cette technique de démobilisation avec la véritable pratique d'organisation du prolétariat.



Jeudi 18 décembre 2008 – treizième jour

C'est le jour correspondant à la date fixée par les *petits syndicats* pour la "grève générale". En bout de course, seul un des syndicats proclame une grève de 24h. Ses militants rassemblent une cinquantaine de personnes pour aller rejoindre *en bon ordre* la manifestation. De leur côté, les camarades en désaccord avec les propositions des syndicalistes de base, rejoignent le cortège de l'ASOEE. Chacune des deux tendances occupant la GSEE part avec ses propres panneaux, ses propres mots d'ordres. De gros affrontements avec les forces de l'ordre ont lieu, pour la dernière fois, dans le centre d'Athènes.

Les manifestations terminées, plus de 800 personnes convergent vers les locaux de la GSEE occupée et le soir a lieu une nouvelle *assemblée générale* au cours de laquelle les syndicalistes de base, bien décidés à conserver le contrôle de l'action, se relayent à la tribune pour exiger la fin de l'occupation. Au-delà de son caractère démobilisateur, leur proposition dévoile aussi l'arrière-fond médiocre et prosaïque de leurs intentions : montrer publiquement qu'ils sont de bien meilleurs syndicalistes que ceux de la GSEE et recruter sur cette base. Leur petite campagne électorale est un succès : ils avaient critiqué le carnaval syndical du 10 décembre, ils avaient proposé de forcer les portes du syndicat pour appuyer une « vraie grève générale », ils ont réussi, ils se sont fait connaître, dès lors, l'occupation n'a plus aucune raison d'être. L'espèce de *modus vivendi* qui prévalait avec la tendance anti-syndicaliste présente durant l'occupation peut prendre fin. Merci d'être venu !

La grande majorité des 800 personnes présentes sont fermement opposées à cette conclusion mais au cours des interminables discussions qui suivent, personne ne pense à se débarrasser des gêneurs. Finalement, au terme de six longues heures de réunion, un groupe de 200 camarades finit par se dégager pour organiser un programme d'actions. Les syndicalistes quittent alors l'hémicycle laissant momentanément le champ libre à ceux qui veulent s'accorder sur les actions du lendemain. Trois propositions émergent : l'organisation d'une journée d'action en solidarité avec les camarades emprisonnés, une proposition d'action visant à encourager un débrayage au sein des travailleurs de l'OTE (organisme public des téléphones) situé dans un bâtiment voisin et l'organisation, dans les bâtiments syndicaux, d'une conférence publique ayant pour titre : « 1918-2008, 90 ans de GSEE contre les luttes ouvrières ». Que des prolétaires se soient emparés des bâtiments du plus grand syndicat grec pour y tenir une conférence explicitant son rôle historique d'ennemi de notre classe fait certainement partie des extraordinaires saveurs révolutionnaires que ce *décembre grec* est parvenu à délivrer au monde entier.

A minuit, une petite réunion d'équipe est organisée pour préparer concrètement ce programme. Vers 2 heures du matin, quelques ouvriéristes reviennent une ultime fois à la charge et insistent encore pour lever l'occupation. Mais cette fois, personne ne les écoute et les camarades anti-syndicalistes préparent le tract appelant à une manifestation de solidarité avec tous les emprisonnés, pour le 24 décembre, « *contre l'esprit de Noël* ». Ils insistent également sur la volonté de ceux qui occupent la GSSE de continuer la lutte.

Samedi 20 décembre 2008 – quinzième jour et fin provisoire

Quelques 200 personnes prennent part à la conférence et à la projection de films que des compagnons ont préparées toute la journée précédente autour du thème « *1918 – 2008, 90 ans de GSSE contre les luttes ouvrières* ». La plus grande partie des participants sont des protagonistes des journées de lutte. Nous ne décrivons ici ni le contenu de la conférence, ni les arguments exposés contre l'organisation syndicale grecque, nous nous attarderons plutôt sur les différentes péripéties qui ont émaillé la journée, péripéties révélatrices des contradictions existant depuis le début de l'occupation entre les syndicalistes de base et les prolétaires anti-syndicaux³¹.

Ainsi, certains insistent pour ouvrir les archives, sans doute à l'affût d'un quelconque scandale syndical. Il est symptomatique du respect que les syndicalistes de base manifestent pour leur grand frère syndical que, telles des vestales gardiennes du temple, ils en aient de toutes leurs forces interdit l'accès. Plus tard dans la soirée, deux jeunes camarades tenteront à leur tour d'ouvrir certaines archives. Mais toujours prompts à jouer les gros bras pour éviter les « débordements », les syndicalistes de base les arrêteront immédiatement et dénonceront leur action, allant presque jusqu'à leur intenter une sorte de *procès populaire*, parodie à laquelle heureusement des compagnons présents mettront immédiatement fin.

La conférence terminée, les ouvriéristes demandent une nouvelle fois l'arrêt définitif de l'occupation. Il est minuit passé et tout le monde sent que ce formidable mouvement de lutte se termine. Un peu par dépit, ou simplement par fatigue, les compagnons présents acceptent de partir. Nous sommes à la veille de Noël et tout le monde sait que les cours prendront fin le mardi 23. Avec le début des vacances scolaires, les universités, les écoles supérieures, les 800 lycées occupés vont se vider du jour au lendemain. Le mouvement n'a plus la force de maintenir ces points d'appuis après trois longues semaines de lutte, surtout depuis que les perspectives d'une extension semblent s'être estompées.

Quelques affrontements ont encore lieu, mais les insurgés sont maintenant sur la défensive. Ainsi, à la suite d'une nouvelle manifestation près d'Exarchia en hommage à Alexis, des prolétaires repoussés vers le Polytechnique livrent ce soir-là, dans les rues adjacentes au syndicat, ce qui apparaît comme un baroud d'honneur face aux flics. Et, à nouveau, les syndicalistes de base vont montrer où les mènent leurs attermoissements permanents vis-à-vis de la GSSE. De peur que les occupants du Polytechnique pourchassés par les flics ne viennent se réfugier dans les locaux du syndicat, les syndicalistes de base vont cadenasser les portes d'entrée du bâtiment. Leurs manœuvres permanentes visant à *convaincre* les sommets syndicaux d'écouter leur combativité, les ont obligés à garder la GSSE comme référent tout au long de l'occupation et à transformer cette dernière en une opération de séduction vis-à-vis de leur grand frère syndical. Ces choix profondément syndicaux les portent en fin de compte à faire des choix policiers : après avoir interdit l'accès aux archives de la GSSE, après avoir imposé le respect de ses locaux et la fin de leur occupation, les syndicalistes claquent maintenant la porte au nez des prolétaires en lutte et les livrent à la répression. De quoi ont-ils peur ? Simplement d'être débordés par des exploités toujours plus nombreux à désigner le syndicalisme comme ennemi, un prolétariat toujours plus conscient que le *syndicalisme de base* est aux grandes centrales syndicales ce que les *banques éthiques* sont aux banques traditionnelles, une banale alternative capitaliste ; ils ont eu peur de s'entendre reprocher qu'ils « occupaient » le syndicat comme d'autres veulent *occuper* l'Etat pour le gérer et non le *détruire* ; beaucoup plus prosaïquement, ils avaient peur qu'en laissant entrer dans la GSSE des manifestants poursuivis par des flics, ceux-ci ne se mettent à fracasser mobilier et bâtiment, tout comme ils avaient peu auparavant brisé les vitrines des banques et des supermarchés, dénonçant ainsi, dans les faits, le syndicat en temps qu'institution capitaliste au même titre que d'autres institutions financières, marchandes... Témoin d'un rapport de force qui s'inverse progressivement, l'occupation qui avait commencé par dénoncer le syndicat comme perpétuant « *le système d'exploitation et l'esclavage salarié* », voit finalement les *trois petits syndicats* imposer complètement leurs propres objectifs dans lesquels n'entre pas la solidarité avec nos frères de classe qui continuent à lutter.

³¹ Lors de cette conférence, si tout le monde était d'accord pour critiquer violemment la GSSE, de fortes dissensions sont cependant apparues quant à la nature contre-révolutionnaire du syndicalisme. Ici encore, les contradictions ont pesé sur le mouvement. Il semble qu'il n'y ait malheureusement aucune trace écrite de cette conférence et des discussions qui ont suivi. Or, outre l'intérêt historique de comprendre la façon dont la GSSE a mené ces « 90 ans contre les luttes ouvrières », la publication de ce compte-rendu témoignerait également des enjeux de la lutte en cours.

L'occupation des bâtiments centraux de la GSEE prend fin l'après-midi du dimanche 21 décembre. Une manifestation a lieu en solidarité avec les occupants du Polytechnique menacés d'évacuation. Pendant ce temps, les syndicalistes de base passent la serpillière dans les locaux de la GSEE et demandent fièrement au service de sécurité du grand frère syndical de venir faire des photos témoignant de l'excellent état dans lequel les locaux leur ont été restitués. La lutte de classe s'est pleinement transformée en opération de marketing syndical.

Entre dimanche soir et mardi après-midi, décision est prise de cesser l'occupation du Polytechnique et de l'ASOEE, les universités qui avaient constitué une sorte de poumon tout au long du mouvement. Cependant, pour éviter à ceux qui se trouvent encore à l'intérieur de se faire arrêter par les forces de l'ordre capitaliste, une sortie massive est prévue.

Elle a lieu le mercredi 24 décembre, à l'occasion de la manifestation organisée par les occupants de la GSEE « contre l'esprit de Noël ».

6. « Nous sommes une image du futur »

D'un point de vue strictement *humain*, le capitalisme n'a pas de sens. Sa seule « cohérence » est le chaos : guerre de tous contre tous, misère matérielle et existentielle, rapports humains régulés par l'exploitation, dévastation de la Terre. Tout son talent réside à faire passer ce cataclysme croissant pour un ordre naturel, comme la seule organisation raisonnable de l'humanité. Il entretient à cette fin une infinité de courtisans chargés d'expliquer l'actualité de son monde et l'impossibilité d'en changer. A vrai dire, il est moins question d'*expliquer* cette succession d'événements cauchemardesques que d'en fournir une vision juste assez brouillée et accélérée pour la rendre admissible.

Les médias modernes, dans une mêlée frénétique, se superposent les uns aux autres pour nous infliger un martellement de nouvelles tragiques et idiotes dont

le caractère partiel doit nous frustrer en permanence et empêcher tout questionnement humain sur le sens général de nos vies. Il ne s'agit surtout pas que nous *obtenions* l'information, il suffit que nous la *désirions*. C'est comme un clip vidéo tournant en boucle et dont l'information composerait le bruit de fond sur un rythme techno. A une cadence hallucinante se succèdent devant les yeux hagards de millions de spectateurs apeurés les mêmes images aberrantes : quelques dixièmes de seconde pour l'élection d'une miss aux lèvres rouges, suivi de la boîte noire retrouvée d'un A180, entrecoupés de flashes sur des corps en rut et d'images de violences urbaines. *Plus on nous dit, plus on ne sait rien*, disait la chanson. Soumis à cette diarrhée de textes et d'images déconcertantes qui nous réduit au silence, on pourrait tout aussi bien affirmer que *Plus on en sait, moins on en dit*.



*Elle ne te "sauve" pas
("sony" signifie sauver)*

Comme fragment de ce grand clip angoissant, le journalisme nous a livré le soulèvement de décembre 2008 en Grèce : quelques mouvements brouillons d'un flic dansant sur l'asphalte pour éviter les cocktails Molotov, commentés par une voix calme, avec dans le fond, Nana Mouskouri qui sanglote *Acropolis adieu !* Le commentateur parachève le brouillage en concluant rapidement à des *troubles sociaux*. Dans leur langage, même la lutte est vaseuse. Les journalistes courent au service archives, passent le relais à leurs collègues historiens qui figent les événements dans leur propre gélatine idéologique. *Et maintenant le sport...*

Au-delà du zèle à désinformer et archiver nos luttes, la classe dominante a évidemment cherché à comprendre le sens du soulèvement en Grèce, mais son analyse s'est enrayée lorsqu'elle a entraperçu le spectre de son renversement. Elle ne l'a pas craint au niveau immédiat, c'est sûr, mais la détermination avec laquelle on s'attaquait à ses idoles policières, réformistes et marchandes, en dénonçant aussi ouvertement le capitalisme lui a fait envisager la pire des perspectives historiques. Elle a assisté horrifiée à une sorte de répétition -à une toute petite échelle, certes- de la chute de ses fétiches et s'est aussitôt acharnée à stigmatiser le vacarme général dans lequel on maltraitait quelques-unes de ses valeurs : pour elle, tout cela ne pouvait être ramené qu'à une énorme pagaille, à un grand désordre, à du hooliganisme et il fallait le crier sur tous les toits.

Lorsqu'on s'attaque à son chaos (son ordre démocratique), la seule chose dont la bourgeoisie soit capable c'est dénoncer un... irresponsable *chaos*. On ne peut évidemment pas lui demander de discerner, derrière la violence des lycéens cherchant à détruire ses forces de police, la perspective autrement plus paisible d'une vie sans police. Bref, pour le monde de la conservation, *Décembre* n'a été que le pressentiment vite refoulé d'une perspective impossible : sa disparition comme classe. La vision bornée de la bourgeoisie et de son Etat, son incapacité à saisir la possibilité d'un autre monde rend toutes ses analyses caduques. Quant à son extrême-gauche, parlementaire ou extra-

parlementaire, elle a surfé sur ces mêmes approches et n'y a vu que confusion, violence inutile et manque de revendications politiques concrètes, assumant pleinement sa fonction de frein du prolétariat, appelant ce dernier à formuler des revendications réformistes et l'enjoignant à laisser le monopole de la violence à l'adversaire.

Mais ce que la bourgeoisie n'a su ni freiner, ni archiver -et qui l'a fortement alarmée - c'est le retour des perspectives révolutionnaires

manifestées à plusieurs reprises par le prolétariat. Certes, la participation fut limitée et les insurgés ne sont pas parvenus à bloquer la production, ni à généraliser suffisamment la lutte; c'est vrai aussi que l'élargissement international fut relativement restreint et que de nombreuses limites ont marqué le mouvement. Cependant, dans l'affrontement pratique aux forces de répression, aux syndicats, aux partis politiques, à la propriété privée, quelques-unes des divisions habituelles entre exploités ont été remises en question. Pas toutes et pas assez indubitablement, mais suffisamment pour qu'une frange du prolétariat prenne conscience de l'existence d'objectifs communs et révolutionnaires.

Le Capital est un rapport social, un mode de production et reproduction de l'existence basé sur l'exploitation. L'organisation capitaliste ne se limite guère à

l'existence de forces de police, de supermarchés et de banques, ce serait trop simple. Il n'empêche qu'en s'attaquant pratiquement à la propriété privée et en désignant les flics et l'argent comme ses ennemis, le prolétariat est réapparu sur le devant de la scène, non plus comme une addition de catégories ou de conditions, avec des revendications spécifiques, mais sous son caractère historique, communiste, anti-Etat, manifestant par ses actes une détermination beaucoup plus globale à *ne plus être prolétariat*. Et



derrière les pavés jetés sur les flics, les banques et les supermarchés, ce que la bourgeoisie n'a su ni freiner, ni archiver, ni déchiffrer c'est la sensation *d'être déjà demain* qui a enflammé chaque participant, chaque émeutier, chaque militant. L'intuition fondamentale qu'au-delà des flics et de la marchandise, se dessine la possibilité d'un refus global des rapports sociaux en place. L'impression de déjà vivre un fragment de vie où l'école et le travail ne pèsent plus sur les épaules. Un instant de lutte où la concurrence n'a plus lieu d'être, où la honte d'être estampillé clandestin ou chômeur disparaît derrière l'action commune contre ce qui nous détruit. La sensation d'être déjà un peu moins séparé de l'espèce, un peu plus humain. Comme un énorme écho à tant d'autres luttes de notre histoire :

« Ce mouvement (...) c'était le retour soudain du prolétariat comme classe historique (...) tendant toujours à l'abolition effective des classes et du salariat. Ce mouvement était la redécouverte de l'histoire, à la fois collective et individuelle, le sens de l'intervention possible sur l'histoire, avec le sentiment du fait que « rien ne serait plus comme avant » ; et les gens regardaient avec amusement l'existence étrange qu'ils avaient menée huit jours plus tôt, leur survie dépassée. Ils étaient la critique généralisée de toutes les aliénations, de toutes les idéologies et de l'ensemble de l'organisation ancienne de la vie réelle, la passion de la généralisation, de l'unification. » Guy Debord in « Le commencement d'une époque » in *Internationale Situationniste* n°12, septembre 1969.

Cette courte illustration du potentiel révolutionnaire, cette description enthousiaste du regard posé soudain sur le futur depuis *l'autre côté du miroir*, un slogan tout simple le résumait sur les murs d'Athènes : « *Nous sommes une image du futur* ».

Mais quel futur s'est donc dissimulé derrière les attaques de commissariats, la destruction de banques, les pillages ? Quelle image s'est donc cachée derrière les manifestations aux portes des prisons, l'occupation de bâtiments publics, la dénonciation en acte des syndicats ? Comme pour des hiéroglyphes appartenant à de lointaines civilisations, un peu de recul est sans doute nécessaire pour capter tout ce qu'apporte le mouvement en Grèce. L'image du futur est là, bien présente dans notre expérience, mais il faut plonger ce cliché dans un bain révélateur pour que les contours de la photo apparaissent avec plus de netteté : le communisme. L'image projetée par le

mouvement de décembre 2008 est la possibilité de *détruire le Capital dans le futur*. Chacune des actions entreprises par le prolétariat charrie une signification, chaque moment d'affrontement véhicule une perspective. Chaque lutte de notre classe est, en acte, un moment de la société de demain, la description en négatif du capitalisme, l'affirmation d'une communauté humaine, d'un monde sans classes et sans Etat.

Dans cette perspective, *l'assaut aux commissariats* n'est pas seulement chargé de la haine contre les assassins d'Alexis et nourri de l'absence d'avenir qu'offre l'Etat, *il est l'image d'un monde sans police*. La motivation des assaillants trouve sa pleine signification quand on la resitue historiquement dans la haine accumulée des exploités pour les forces qui



ont réprimé chacune de leurs tentatives d'émancipation et empêchent quotidiennement toute atteinte au Capital. La rage face à l'assassinat d'un frère de classe, la colère face au pillage certifié de notre futur ont trouvé toute leur puissance en se conjuguant à ce rejet atavique des forces de l'ordre, à la certitude historique que « *la police sera toujours un obstacle entre ce monde et celui que nous désirons* », une certitude exprimée dans chaque affrontement de ce mois de décembre aux cris de « *batsi gourounia, dolofonoï !* » (« *flics porcs, assassins !* »), slogan repris de tant de moments de lutte précédents. Les lycéens de 12-15 ans qui sont descendus dans la rue ne se sont pas contentés de lancer quelques cailloux symboliques en fin de manifestation. Lors des premiers jours de la révolte, ils se déplaçaient en groupe dans les différents quartiers et, comme le rapporte un de nos camarades, ils *cherchaient* littéralement les flics. Lorsqu'ils les trouvaient, ils leur tombaient dessus et les attaquaient sans retenue, en s'adressant à eux, en allant au contact, comme s'ils voulaient les anéantir, les faire disparaître de la surface de la terre. Cette combativité

a eu un impact énorme et a joué un rôle déterminant dans le début de décomposition qu'a connu l'autre grande force de maintien de l'ordre capitaliste : l'armée. La conviction avec laquelle les prolétaires montaient à l'assaut des commissariats de police, comme s'il s'agissait de l'offensive finale, a clairement incité bon nombre de leurs frères sous l'uniforme à se déplacer du bon côté de l'histoire. C'est ce qu'ont signifié des centaines de soldats



provenant de plus de 42 casernes en refusant de « *se transformer en outil de la terreur* » et de « *descendre dans les rues contre nos frères et soeurs* ». L'abolition du capitalisme passe nécessairement par la décomposition des forces payées pour préserver la domination de classe, la liberté d'exploiter et la propriété privée. Les événements de décembre 2008 ont réanimé la possibilité qu'une destruction des forces de répression menée de l'extérieur (illustrée par l'assaut des jeunes aux commissariats) se conjugue un jour au mouvement de décomposition des forces de répression mené de l'intérieur (ici, par les soldats refusant d'assumer leur fonction répressive). La combativité du mouvement a très concrètement annoncé l'image d'un futur où *la possibilité d'anéantir toute force de répression* préfigurera une société débarrassée de toute propriété privée et donc aussi de ses chiens de garde et de ses bracelets électroniques.

En démolissant une quantité infinie de vitrines, de banques et de distributeurs de billet, les émeutiers ont également désigné sans équivoque la véritable puissance que protègent les forces de l'ordre : l'argent. Ils ont offert ainsi, par la négative, *l'image future d'un monde sans fric, sans banque et sans taux de croissance*. S'attaquer à l'argent, même si nous ne sommes capables aujourd'hui que d'égratigner les coffres-forts qui l'abritent, c'est désigner l'être profond de cette société : la valorisation capitaliste. S'attaquer à l'argent, c'est attaquer le monde aberrant que la valorisation capitaliste engendre: un monde absurde où l'eau, la terre, le pain et les hommes ont comme triste destin d'être réduits à une quantification des heures de travail qu'ils contiennent. *Détruisons banques, argent, Capital !* Telle est l'exhortation contenue dans les actions menées contre les banques, un appel portant l'image d'une société où *l'or jaune* et

les relations d'échange qu'il matérialise auraient définitivement disparu, laissant place à une production de l'espèce pour l'espèce, sans la médiation de l'échange marchand.

Les insurgés de décembre ont brisé des vitrines pour récupérer *quelques* marchandises et se réapproprié ainsi une toute petite partie de ce que la classe à laquelle ils

appartiennent produit quotidiennement. Et si personne ne confondra la récupération d'un peu de charcuterie aux hormones et de quelques gadgets informatiques avec la suppression révolutionnaire du monde marchand, il n'en demeure pas moins qu'en cherchant à répondre immédiatement à une série de besoins dont il est quotidiennement frustré, le prolétariat anticipe pratiquement son projet d'un monde où les seuls besoins humains définissent l'existence. Un monde où la production n'a pas pour but la réalisation de survaleur. Où ce qui est produit ne doit pas *séduire* celui qui consomme, mais répondre à son besoin. Où les pommiers ne sont pas cultivés pour qu'on vende leurs pommes, mais pour qu'on les *mange*. Où le pain n'a pas besoin de l'adjectif « biologique » pour convaincre qu'il s'agit bien d'un pain. Où le but de la production sociale n'est pas la rentabilité et où les fruits de la terre n'ont donc pas besoin de modifications génétiques, d'engrais, de pesticides, d'insecticides, de conservants, de colorants et d'emballages aguichants. Où le besoin de vendre qui domine aujourd'hui toute production sur Terre a disparu et ne contraint donc plus personne à empoisonner son prochain pour épargner sur les coûts de production. « *Si nous brisons les vitres des magasins, ce n'est pas uniquement parce que la vie est chère, mais parce que la Marchandise nous empêche de vivre, quel qu'en soit le coût.* »



« *Nous sommes l'image d'un monde sans marchandise* ».

« *Derrière chaque grève se cache l'hydre de la révolution* », disait une vieille barbe du milieu du 19^e siècle. Le prolétariat ne dit pas autre chose, en décembre 2008 en Grèce, en projetant chaque aspect de sa lutte sur l'écran du futur.

Un futur sans plus aucune prison. Prisonniers et insurgés ont agi ensemble dans la lutte pour ne laisser aucun frère de classe entre les mains de l'Etat. A Athènes et en province, les émeutiers se sont retrouvés à plusieurs reprises aux portes des établissements pénitenciers. Ils ont simultanément indiqué les tribunaux, y compris les tribunaux militaires, comme cible de leur colère, comme objet de leur refus d'un monde régi par la loi, cette codification grotesque des privilèges que tire la bourgeoisie de l'appropriation privative des moyens de production et d'exploitation. De leur côté, les prisonniers ont exprimé à plusieurs reprises leur solidarité avec un mouvement qui désignait la liberté capitaliste de vendre et acheter comme la véritable prison de ce monde. Leur présence dans le mouvement constitue un acte pratique de destruction, si pas des murs de la prison, au moins de quelques unes des parois de la concurrence qui séparent trop souvent les prolétaires.

Un futur sans Etat. Les parlements, les ministères, les préfectures en province, les tribunaux civils et militaires, les bâtiments publics, les pénitenciers... ont aussi été la cible du mouvement parce que plus personne ne doute que derrière leurs murs se cache l'organisation en force du capitalisme. C'est derrière ces murs que s'organise dans la violence tout ce qui rend possible l'exploitation, tout ce qui maintient l'ordre et la dictature du Capital. Personne ne confondra l'assaut à quelques-uns de ces bâtiments avec la destruction du rapport social capitaliste, mais personne ne doutera non plus, qu'en cherchant à déverser sa rage contre ceux qui l'administrent, le contrôlent, le taxent, le syndiquent, le fichent, le répriment, notre classe désigne la destruction de l'Etat, non comme une utopie, mais comme une urgence de l'humanité.

En attaquant les syndicats, le mouvement annonce le besoin d'*un monde sans salariat*, sans capitalistes donc, mais aussi sans toutes ces organisations qui sous prétexte de nous aider à négocier notre force de travail, nous disciplinent et nous imposent, en réalité, un peu plus de cet ordre qui nous réduit à l'état de marchandise.

La liste des *futurs sans...* soulevés par les affrontements de décembre en Grèce est infinie. La lutte a révélé l'image d'un futur *sans concurrence, sans école, sans travail, sans division entre ville et campagne, sans division hommes/femmes...*

Et puis aussi, celle d'*un monde sans spectacle*. Sans toute cette représentation, toute ces parades qu'interprète en permanence la bourgeoisie avec ses faux airs de fêtes, ses sourires hypocrites qui transpirent la transaction marchande. Un monde sans cette projection virtuelle de la vie à tous les étages ; sans cette guimauve télévisuelle projetée par un bocal qui règne en maître jusque sous les toits de carton des bidonvilles ; sans ces histoires et ces images prémâchées et prédigérées qu'on balance à longueur de journée sur les écrans, sans ces jeux malsains et vicieux. Un univers qui arrête enfin de vomir à tous les coins de rue de pitoyables blondes *jaune d'oeuf* dont on a écarté les lèvres aux forceps. Un monde où la fête ne pue plus la mort.

Cette perspective d'un *futur sans spectacle* a été merveilleusement illustrée par quelques vengeurs d'Alexis qui se sont mis en tête de bouter le feu à ce putain de sapin de Noël, fiché par l'autorité municipale en plein centre d'Athènes. S'attaquer aux guirlandes censées illuminer la paix chrétienne dans laquelle la



bourgeoisie aime voir travailler ceux qu'elle exploite était intolérable pour la mairie d'Athènes. Son représentant principal, transformé en héraut de la communion des classes, s'est dépêché de soustraire au regard des passants l'image lamentable du sapin carbonisé dont les branches, courbées sous le poids des lampions fondus, illustraient à la perfection la dépression que cette orgie commerciale faisait flotter sur la ville. La municipalité s'est empressée d'ériger un nouveau sapin qu'elle a décoré au plus vite, en adjoignant aux scintillantes décorations habituelles, un très original cordon de policiers armés de matraques et boucliers, dévolus à la seule défense du sapin enguirlandé de frais. Les victimes des incendies de l'été 2007, qui attendent encore pour la plupart la reconstruction de leur maison ou un dédommagement quelconque de l'Etat (sans même parler du replantage des forêts), ont dû apprécier la rapidité avec laquelle l'Etat a remplacé UN arbre incendié et l'énergie qu'ils ont mis à le protéger. Peu importe, l'essentiel aux yeux du maire et des citoyens était que les fêtes de fin d'année puissent se dérouler

dans l'ordre et la consommation. Et pour cela, il fallait un sapin, des guirlandes et des policiers. Mais les ennemis de la démocratie persévèrent dans leur volonté de proposer un *futur sans spectacle*. Ils larguèrent sur le sapin et ses gardes du corps des kilos de débris, indiquant par là les poubelles dans lesquelles il faudra un jour jeter tout ensemble, la marchandise, son spectacle et ses chiens de garde.

* * *

L'extension extrêmement rapide de la révolte de décembre à toute la Grèce, sa généralisation à d'autres secteurs que les lycéens, la solidarité internationale qu'elle a engendrée, la profondeur des perspectives que se sont données les insurgés ont surpris l'Etat et déstabilisé pour un temps ses serviteurs, au point d'envisager une intervention armée dans cette société que le capital prétend pourtant avoir modernisé et pacifié. De nombreux protagonistes estiment que ce qui s'est passé en Grèce est appelé à se répéter et à se renforcer au cours des prochaines années et que cette situation pourrait bien un jour ou l'autre se jouer à l'échelle internationale.

Le passage de la réaction au meurtre d'Alexis à l'action contre les manifestations de cette société mortifère (banques et propriété privée, syndicats et partis,...) s'est fait avec une simplicité et une évidence rare. Le prolétariat a une fois encore démontré que se joue « *la recomposition d'un nouveau sujet social ... fossoyeur du système capitaliste* » et que la lutte de classes peut basculer demain vers une remise en question généralisée du capitalisme qui remettrait sans crainte sur ses drapeaux les perspectives de toujours des exploités : l'abolition du salariat, des classes, de l'argent et de l'Etat.

Serait-ce la révolution qui vient ?



Si l'on considère uniquement le nombre de participants, le mouvement qui a traversé la Grèce en décembre 2008 est resté relativement faible. Mais précisément, ce qu'il y a d'étonnant pour un mouvement qui, comparé aux grandes vagues historiques de lutte du passé pourrait être qualifié de peu d'ampleur, c'est la façon dont il est parvenu à être aussi révélateur du monde qui vient, du monde de demain, du communisme. Un monde que le prolétariat révèle quand il démontre par ses actes *qu'il ne veut plus être prolétariat*.

Ce que la lutte en Grèce a révélé par rapport à d'autres crises sociales qui l'ont précédée, c'est le fait que *le Capital ne parvient plus à mobiliser, de la même façon et avec la même force, les exploités autour de ses grands mythes unificateurs*. A une époque où le capitalisme est de plus en plus incapable de garantir un emploi, l'acharnement de la bourgeoisie à placer le travail au centre des préoccupations humaines rend l'exploitation de moins en moins crédible, et comme perspective de vie, et comme valeur. Décembre 2008 est aussi fille de ce processus. Le travail, dans son caractère de plus en plus hypothétique, de plus en plus précaire, de plus en plus pénible et de moins en moins payé perd sa



capacité de *sociabilisation* du prolétariat c'est-à-dire la possibilité d'associer l'exploité à la défense de son exploitation. Cette situation entraîne et se complète par la fin de toute une série d'autres grands mythes unificateurs. Les émeutiers en Grèce ont ainsi indiqué la voie pour une rupture plus profonde avec le capitalisme, son argent, sa marchandise, sa démocratie, ses flics, ses syndicats, son spectacle... et plus globalement, avec les aspects fondamentaux du rapport social capitaliste fondé sur l'exploitation d'un homme par un autre.



Nous sommes bien conscients que les ruptures dont nous parlons ici, à propos de la révolte en Grèce, sont restées le fait d'une minorité par rapport à l'ensemble de notre classe, la grande majorité des *travailleurs* n'ayant pas rejoint la lutte. Mais cette contradiction apparente entre d'une part, des prolétaires chômeurs, précaires, clandestins, immigrés, lycéens... aujourd'hui convaincus qu'ils ne trouveront jamais un boulot stable et, d'autre part, ceux qui s'accrochent avec la force du désespoir et en acceptant tout, à la branche de leur boulot actuel, confirme plutôt un même énorme doute quant au futur. La différence essentielle entre ceux qui sont descendus dans la rue et ceux qui sont restés au boulot ne réside pas dans la croyance aux perspectives offertes par l'Etat : de moins en moins de travailleurs croient réellement à la perspective d'un plein emploi, d'un bon gouvernement ou d'un vrai syndicat. La différence réside dans le fait que les premiers ont entraperçu la nécessité, pour sortir de l'impasse, de faire table rase du passé pour ouvrir de nouveaux horizons. Tous ne l'appellent pas encore communisme mais, dans la pratique, leur action a été une négation en actes du profit, de l'argent, de la marchandise et des classes.

Pour une grande partie des prolétaires qui sont restés au travail, ce n'est pas l'envie de rejoindre la lutte qui a manqué ; ce qui les a bloqués, c'est l'idée terrorisante que leur solidarité avec les émeutiers puisse se conclure par la perte de l'unique possibilité de survivre dont ils disposent. Mais le Capital est un terrible rouleau compresseur et son implacable avancée jettera d'autres millions de personnes à la rue, provoquant un point de non retour pour autant de nouveaux chômeurs et incitant toujours plus ce qui reste de *travailleurs* à saisir comme seul *avenir*

réaliste la liquidation sociale du capitalisme.

Ce sont ces contradictions qu'ont affrontées les émeutiers durant ce mémorable mois de décembre 2008 en Grèce. Notre lutte pour venger un jeune compagnon assassiné par les flics nous a conduits à saisir l'argent, la marchandise,

l'Etat... *le Capital* comme étant le véritable protagoniste des maux de notre époque. Nos tentatives d'entraîner toute notre classe ont partiellement échoué, mais pas la possibilité d'entrevoir les cieux et de nous projeter dans un futur sans classe et sans Etat. Nous sommes persuadés que l'exacerbation des contradictions propres au Capital poussera un jour prochain ces mêmes prolétaires à descendre dans la rue et à venir nous chercher à leur tour pour être ensemble plus forts.

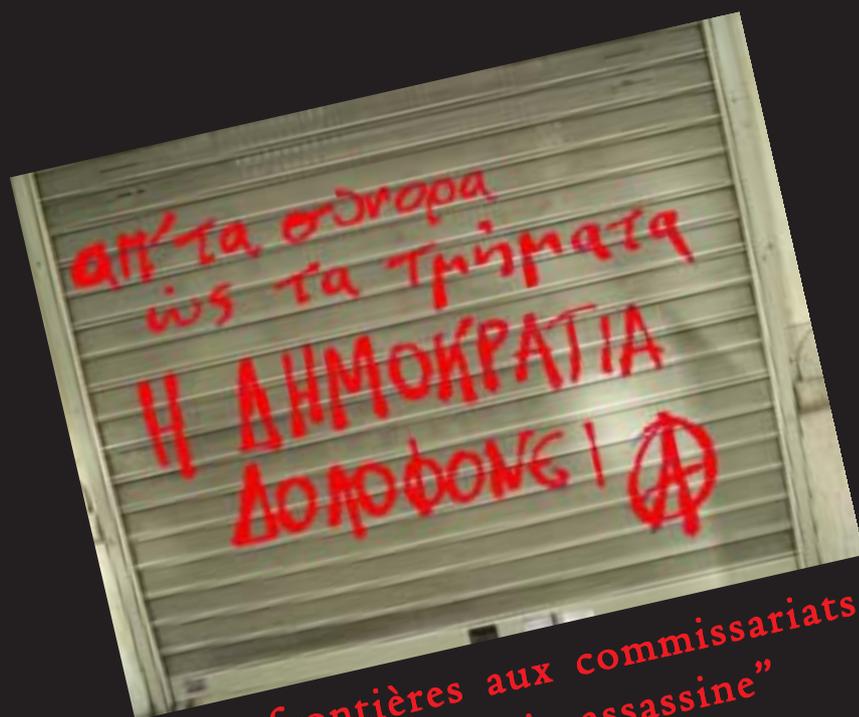
De la résolution de ces contradictions dépend la possibilité pour l'Humanité d'enfin « apercevoir les cieux ». C'est la question centrale qui se jouera dans les années qui viennent. La crise sociale qui s'approfondit jour après jour sera-t-elle le fourrier de la Révolution sociale à venir ? Une question centrale qui devrait se retrouver dans les discussions des révolutionnaires partout sur la planète.

**De la Lune,
6 décembre 2009.**



*no copyright
use this text*

leshabitantsdelalune@yahoo.fr



“Des frontières aux commissariats,
la démocratie assassine”